DÉFENSE
OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 28

Prix : 100 fr. **Novembre 1955**

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS.

NOUVELLES D'AMERIQUE DU SUD

LES LIVRES DU MOIS

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE.

TEXTES

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e) — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

BUREAU D'ALGER : M Dorveaux chez M. Gilbert Munier, 3, rue de la Gaité Alger.

ORAN et Dépt d'Oran : M. François Le Gall, 3, rue Monseigneur Cantel, Oran.

Abonnements : 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr. Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

La France, le Régime, l'Europe

Au moment où j'écris ces lignes, je ne sais si finalement des élections auront lieu en décembre ou si elles seront repoussées. Ces élections sont importantes pour nous comme pour tous les Français. Notre sort peut en sortir allégé ou pire. Je ne puis pourtant m'empêcher d'écrire cette phrase dans laquelle se résume ma pensée, et je le pense, celle des milliers d'autres Français : le résultat de ces élections ne m'intéresse pas.

Comme il arrive souvent, devant la proximité des faits, les nuances et les restrictions me viennent ensuite. Assurément, le tableau électoral peut nous faire souhaiter, comme à la roulette, que la noire passe plutôt que la rouge. S'il est vrai que le président Coty ait reçu longuement le sinistre de Gaulle pour examiner avec lui l'éventualité d'un cabinet de salut public Mendès-de Gaulle, ne devrions-nous pas hurler de rage à la pensée de voir remonter sur les planches d'un guignol sanglant, comme en 1945, le couple trop connu de l'escroquerie et de l'assassinat ? Là, ce n'est plus de la politique, nous avons simplement l'impression que nous défendons notre peau. Nous ferons face à un danger urgent, comme on tire dans la nuit pour sauver sa vie. Mais quoi ? Les hommes qui seront élus à leur place, quelle garantie nous donneront-ils que jamais cette résurrection monstrueuse ne se produira ? Si un homme raisonnable, si un homme respecté comme le président Coty accepte de serrer la main du responsable des années les plus honteuses de notre histoire, s'il est assez aveugle pour regarder comme un sauveur de l'Etat celui qui a inventé l'anarchie, la désobéissance et le règne de l'étranger, s'il est aussi sourd à la voix du pays, si, après avoir commis l'erreur d'investir Mendès, il envisage seulement la pensée de tenter une expérience à laquelle de Gaulle serait associé, en qui pouvons-nous avoir confiance, à qui pouvons-nous en appeler ? Dans cette nuit où roule notre malheureux pays, que nous reste-t-il à faire, sinon, comme Grégoire, d'appe-

ler sur la grande route les gars de Mortagne, de Vitré et d'Ancenis ?

Oui, nous, nationalistes français, nous sommes dans la nuit. L'amour de la patrie prisonnière brûle sourdement dans quelques cœurs, mais trop d'âmes dans ce pays sont comme un bois mouillé qu'aucun incendie n'allumera jamais plus. Exclus par des échappés de ghetto de la nation même que nos pères ont créée, suspects et exilés à l'intérieur de notre pays simplement parce que nous l'aimons, voyant notre héritage dispersé et jeté au vent par les fils de l'Etrangère, nous sentons les marchands d'esclaves rôder autour de nos épaves et nous cherchons en vain sur la côte déserte le feu qui nous guidera vers des eaux apaisées.

Non, nous ne croyons pas aux élections. Nous n'y croyons pas, *en général,* car elles nous semblent un moyen faible et hypocrite, une comédie où tout le monde accepte le mensonge et qui n'exprime, en réalité, que la toute-puissance de l'argent. Et nous n'y croyons pas *particulièrement,* nous ne croyons pas à celles qui peuvent avoir lieu présentement, car elles sont l'instrument d'un Etat malhonnête qui ne cherche qu'à falsifier la consultation qu'il prétend faire et qui n'a vécu depuis dix ans qu'en forçant la main à la nation.

Nous ne croyons pas aux élections et pas plus à celles-ci qu'aux autres. Mais nous croyons à d'autres chances de la nation et pour la première fois peut-être quelques lueurs apparaissent, pour la première fois, nous, marins du bateau ivre, nous voyons filer près de nous ces bois, ces débris, ces herbes qui annoncent peut-être la présence d'une terre.



Les paysans qui lèvent leurs fourches, les bourgeois qui défendent comme autrefois les franchises de leur commune, nous reconnaissons leur visage et nous sommes leurs côtés. Ce soulèvement de la propreté, nous le saluons comme une des chances de la nation. Nous le saluons comme la révolte de ceux qu'on déshérite, comme la marche de ces armées du Tiers-Etat que l'appel de la liberté et de la justice a fait lever naguère sur les routes de l'Italie et de l'Allemagne et qui ont imposé aux profiteurs la volonté de la nation. Mais nous savons aussi comme ces vagues sont fragiles. Celle qui porte cet espoir, nous souhaitons qu'elle se gonfle et se soulève et qu'elle s'abatte comme une eau bienfaisante sur le pays tout entier. Dans toute reconstruction de la France, elle est un élément essen-

tiel, un symptôme que nous attendions depuis longtemps. Et c'est pour nous un premier motif d'espoir que de voir cette colère des honnêtes gens prendre enfin une forme efficace et s'inscrire pour la première fois dans le paysage chaotique de notre triste actualité.

Le deuxième espoir, ou plutôt la deuxième possibilité, est plus indécise, plus insaisissable. Elle est un de ces contours très lointains qu'on devine, qu'on imagine, mais qui sont peut-être un mirage, une image fugace que le soleil dissipera. Pour la première fois également, les événements redonnent de l'actualité à la formule de Maurras : « l'espérance est militaire ». Obligé par ses fautes mêmes de tolérer des congestions de troupes et des zones de commandement, le régime se trouve menacé aujourd'hui par l'esprit de désobéissance dont il a fait lui-même le fondement de son existence. Contraint, par la rébellion et le maquis dont il a lui-même donné l'exemple, à distribuer des armes aux Français dont il doit protéger la vie, il ne peut esquiver, cette fois, comme dans une consultation électorale le contact direct avec la volonté nationale. Quand on transforme les bulletins de vote en fusils, on s'aperçoit qu'il n'est plus si facile de tripoter les urnes. Que cette situation s'exprime par l'esprit de sécession des Français d'Afrique ou qu'elle prenne une forme plus aiguë à la faveur d'une initiative locale d'un état-major, il n'en est pas moins vrai que les fautes du régime ont provoqué pour la première fois l'apparition d'un front intérieur dont l'action n'est encore que virtuelle mais qui peut un jour devenir un élément capital de la situation politique. Dans la perspective de la guerre menée par la France contre la IVe République, cette possibilité d'attaque frontale, quelque incertaine quelle soit, n'est pas à négliger.

Enfin dans la stagnation presque totale de l'Europe depuis quelques années, des facteurs nouveaux apparaissent. Le vote des Sarrois et la maladie du chancelier Adenauer ouvrent une succession, celle de l'Allemagne fabriquée par les Alliés. La stérilité de l'Allemagne préfabriquée, de l'Allemagne de laboratoire installée au centre de l'Europe n'a pas moins pesé jusqu'ici sur le destin de l'Europe que sur celui de l'Allemagne. Il est toujours dangereux de fausser la nature, dangereux et décevant. Le produit horticole obtenu par nos jardiniers politiques et baptisé par eux Allemagne occidentale est peut-être aussi intéressant à examiner qu'une grappe de pois de senteur alternativement rouges et bleus. Seulement, dans la nature, les pois de senteur sont rouges ou ils sont bleus ; ils ne sont pas rouges et bleus. Le temps approche où le veau à cinq pattes réalisé

par les Alliés ne sera plus qu'un objet de musée. A ce moment-là, les perspectives du destin de l'Europe commenceront à se dégager plus clairement et cet horizon est indispensable au relèvement de la France, on peut même dire qu'il conditionne ce relèvement lui-même. Dans la guerre de la France contre le Régime, l'Europe n'est pas, comme on le croit généralement, un facteur de complément, elle est un facteur essentiel, elle est une pesée fondamentale non moins importante que celle que peut exercer la France elle-même.

*
* *

Voici pourquoi. La communauté européenne, quelle que soit sa forme, et même s'il s'agit de l'Europe bâtarde élaborée à Strasbourg, ne peut avoir à l'égard du Régime qu'une attitude de défiance et de refus, elle ne peut exister que si elle constitue un frein d'abord et plus tard un obstacle à son action, enfin finalement son développement et son instinct de conservation doivent fatalement l'entrainer à se trouver aux côtés de la France dans sa guerre contre le Régime. Il n'est pas de communauté européenne, même confédérale, même strictement respectueuse, comme nous la voulons, de l'autonomie nationale de ses participants, qui puisse se désintéresser des causes de décadence et de décomposition dégradant l'efficience de l'un de ses associés. La force de toute communauté européenne, quelle qu'elle soit, est la somme des forces de chacun de ses membres. Si l'Europe veut exister un jour, elle ne peut exister qu'à partir d'Etats sains et vigoureux : elle ne peut donc pas s'abstenir par ses institutions et son comportement d'exercer son influence au profit de ceux qui lui assureront, dans notre pays comme dans les autres, une garantie de loyale collaboration, de sérieux et d'efficacité. C'est ce qu'ont très bien vu les hommes qui ne vivent que du Régime, qui n'ont fait carrière que par lui et qui ne représentent rien en dehors de lui ; et c'est ce qui explique leur attitude ouvertement ou sournoisement anti-européenne. Tandis que des hommes comme Robert Schuman ou Pinay ont toujours servi la cause européenne, il est remarquable que Mendès et de Gaulle l'ont obstinément desservie en dépit de leurs affirmations hypocrites. Car ils savent fort bien que l'existence d'une communauté européenne rendrait impossible dès maintenant le retour à l'idéologie et au personnel de 1945, et qu'ils auraient dans l'avenir peu de chances de réaliser leur projet de restauration du régime et de main-mise de leur gang sur la France, en présence d'une Europe hostile et peut-être en position d'intervenir contre eux à côté des Français en cas de troubles.

Les événements récents suffisent à nous montrer que l'idée européenne n'est nullement contradictoire avec l'idée nationale mais qu'elle en est le support indispensable. Si la C. E. D. n'avait pas été repoussée, si l'association européenne se trouvait à l'heure actuelle en pleine phase de réalisation, si l'Allemagne s'était trouvée dès maintenant, par là-même, partager nos intérêts et notre avenir, on peut penser que l'affaire d'Afrique du Nord aurait pris un cours tout différent. La présence de l'Allemagne à nos côtés nous aurait sans doute évité bien des fautes ou nous eût permis de les réparer ; son influence aurait pu s'exercer très utilement sur les pays arabes et aider à la recherche d'une solution satisfaisante. Le recul de la construction européenne a éliminé un médiateur dont les bons offices auraient pu nous être précieux. De même, la perspective d'une union franco-allemande eût amené l'opinion française à accorder moins d'importance à la question sarroise et à ne pas s'obstiner à proposer une solution injuste et inacceptable. Voilà deux cas précis où la collaboration européenne, loin de nuire à nos intérêts, pouvait nous éviter deux défaites diplomatiques. A quinze mois de distance, beaucoup d'hommes, même parmi ceux qui furent les adversaires de la C. E. D., commencent à mesurer les conséquences très regrettables pour notre pays du vote désastreux d'août 1954.

*
* *

Ne nous lassons pas de le répéter : la France est devenue une « petite nation » et la réalisation de l'Europe est devenue pour elle plus urgente et plus nécessaire que pour n'importe quelle autre nation. C'est parce qu'elle est une petite nation qu'elle ne peut plus maintenir sous le contrôle de ses administrateurs des territoires immenses et des populations turbulentes qui ne peuvent être associées qu'à des empires stables et prestigieux. C'est parce qu'elle est une « petite nation » que ses « alliés » sont sournois et réticents et la voient perdre sans déplaisir un contrôle qu'ils se croient plus capables qu'elle d'exercer. Si notre Empire au lieu d'être une « possession » de la France était déjà devenu « l'héritage » de l'Europe, il eût été mieux défendu en cas de besoin et il est probable même qu'il n'aurait pas eu besoin d'être défendu. Les gaullistes répètent volontiers que la défense de l'Empire passe avant la construction de l'Europe. Ce n'est malheureusement qu'un slogan électoral destiné aux imbéciles. La construction de l'Europe nous eût été fort utile pour la défense de l'Empire. Nous risquons aujourd'hui de perdre l'Empire et de rater l'Europe.

en nous obstinant aux prétentions chimériques d'une politique de grandeur.

Cette rêverie absurde d'une grandeur imaginaire, ce refus de voir les faits pour maintenir le mensonge qui sert de base au Régime n'est pas une des moindres causes de notre décadence. La France meurt deux fois de son régime. Elle en meurt comme d'une maladie interne, comme on meurt d'un chancre, d'un cancer : elle en meurt en tant qu'Etat, en tant que nation. Mais elle meurt aussi des erreurs que ce mal lui fait commettre, elle meurt de ne pas reconnaître les proportions du monde moderne. Ainsi elle est comme un malade que sa maladie détruit et mine chaque jour, mais aussi que la fièvre fait errer en titubant et qui risque autant d'être renversé dans la rue que de mourir entre les mains de ses médecins. On ne peut la sauver qu'en l'opérant de son mal et en guérissant sa fièvre et son aveuglement : deux opérations qui vont ensemble.

Ne détachons donc pas notre regard, même en cette période d'élections, de notre tâche essentielle qui est d'aider, autant que nous le pouvons à la réalisation des Etats-Unis d'Europe. Et n'oublions par de rappeler, sans relâche, les caractères de l'Europe que nous voulons : une Europe réaliste, une Europe nationale, une Europe socialement juste, une Europe *indépendante*.

C'est la seule solution qui nous permettra de sortir du chaos. Tout le monde peut s'en rendre compte aujourd'hui, les solutions « atlantiques » sont dépassées; les ingénieuses combinaisons d'intérêts privés ont échoué. L'idée européenne n'a une chance devant l'opinion que si l'Europe qu'on propose repose sur la loyauté et présente des solutions neuves. Nous l'avons dit vingt fois et nous le répéterons sans nous lasser, ces solutions neuves, seule une Europe indépendante peut les concevoir. Une Europe appuyée sur des gouvernements sains peut à la fois combattre le communisme chez elle et trouver une issue au problème que pose et que ne cessera jamais de poser notre voisinage géographique avec l'U. R. S. S. Elle seule peut séparer deux questions qui sont aisément et normalement séparables, celle de la répression nécessaire d'une force de subversion et de désintégration et celle des rapports normaux que nous devons avoir, que nous ne pouvons pas ne pas avoir avec une nation de deux cent millions d'habitants installée à nos frontières.

Si M. Spaak est sincère lorsque, dans une formule que nous ne pouvons qu'applaudir, il appelle l'Europe à devenir une « troisième force » entre les deux grands blocs, alors il est temps de concevoir que les forces nationales des pays d'Europe

ne doivent pas être tenues systématiquement à l'écart des projets de collaboration, mais qu'elles doivent y être associées, au contraire, comme un élément indispensable. La défaite des Européens en 1954 a eu pour cause leur manque de foi et leur désunion. En recommençant cette faute, en faisant de l'idée européenne le « fromage » de quelques chevaliers d'industrie de la politique, on prépare une issue analogue. L'idée de la communauté européenne ne sera viable et populaire que si elle fait appel à la collaboration de tous ceux qui ont l'esprit européen et si elle accueille loyalement les objections et les suggestions de tous. Il serait temps d'y penser.

Maurice BARDÈCHE.

Groupes de Défense de l'Occident

Le Vendredi 4 Novembre un des groupes de D. O., le groupe « Rive Gauche » a tenu son premier dîner mensuel de la saison.

Autour de nos amis Jean Perré et J. Lesieur une quarantaine de convives avaient pris place.

S. Vincent Vidal exposa les objectifs des Groupes de D. O. pour l'année à venir. A l'issue de son exposé un certain nombre de questions furent posées aux rédacteurs de la revue.

⁂

Le prochain dîner « Rive Gauche » aura lieu le Vendredi 2 Décembre 1955, à 20 h., au restaurant russe « Mickey », rue François Mouthon, Paris-15e. (350 fr. service non compris.)

En attendant l'organisation d'un Groupe « Rive-Droite », actuellement en constitution, nos camarades de la Rive droite sont cordialement invités.

Inscriptions et renseignements :

S. Vincent Vidal, 23, rue Théophraste Renaudot. Paris-15e Tél. . LEC. 53-04.

Le plébiscite Sarrois

Les résultats du plébiscite de la Sarre ne nous ont pas surpris, et loin de nous en attrister, comme les autres journaux français, nous nous en félicitons. L'idée européenne n'a nullement enregistré un recul ou une défaite par suite du plébiscite de la Sarre : c'est, au contraire, un obstacle à la construction de l'Europe qui vient de disparaître.

Seul dans toute la presse française, *Défense de l'Occident* s'est élevé contre la politique hypocritement anti-européenne qui consistait à amputer l'Allemagne de la Sarre, province allemande, sous prétexte de lui donner un statut européen. La réussite de cette opération n'aurait pu que créer une semence d'amertume et de discorde qui aurait empoisonné dans l'avenir les rapports franco-allemands. Nous nous félicitons que le résultat du plébiscite ait fait disparaître toute ambiguité et toute possibilité de discussion en affirmant d'une manière éclatante le caractère allemand de la Sarre.

Bien loin de diviser l'Europe, la question de la Sarre peut être, au contraire, l'occasion de gestes d'apaisement et de réconciliation qui peuvent contribuer efficacement à l'entente franco-allemande. Nous attendons du gouvernement français qu'il reconnaisse avec loyauté l'appartenance allemande de la Sarre et qu'il contribue pour sa part à effectuer la passation des pouvoirs qui lui appartiennent encore sans arrière-pensées et sans délais inutiles. C'est la politique la plus efficace que la France puisse faire sur ce point. L'Allemagne, de son côté, peut apporter une contribution positive au rapprochement de nos deux peuples en tenant compte des préoccupations françaises sur le plan économique et en acceptant dans ce domaine des concessions justes et raisonnables compatibles avec sa souveraineté. Les partis nationaux en Sarre, qui ont su mener leur campagne avec

autant de ferveur que de sang-froid et qui ont été conduits à la victoire par des personnalités dont nous saluons l'entrée dans la politique européenne, auront l'occasion de répondre aux campagnes de ceux qui n'ont pas cessé depuis dix ans de calomnier les Allemands patriotes en montrant leur réalisme, leur prudence et leur esprit européen et en prouvant par leurs qualités politiques que les forces nationales sont un partenaire indispensable dans l'élaboration de la communauté européenne.

La manière dont sera dénouée l'affaire sarroise peut faire faire un grand pas dans la réalisation de l'Europe. Elle permettra de reconnaître ceux qui sont sincères lorsqu'ils envisagent une communauté dans laquelle il existerait entre la France et l'Allemagne une association non seulement des services et des organes techniques, mais des peuples, c'est-à-dire des volontés et des cœurs. Dans cette perspective qui est la seule sur laquelle on puisse fonder une Europe viable, la question sarroise n'est qu'une question secondaire, que nous aurions dû traiter dès le départ avec probité et loyauté et qu'il est regrettable que nous n'ayons pas abordée ainsi, mais qui doit être aujourd'hui l'occasion d'accomodements faciles à trouver entre nations qui ont la volonté d'être dans l'avenir non seulement deux nations amies mais encore deux Etats fraternels dans une seule Confédération.

D. O.

Le retour d'Antsirabé

Le retour du sultan Mohamed ben Youssef sur le trône du Maroc n'est pas une défaite pour la France, c'est une défaite pour le régime. Il montre surtout la légèreté de ses méthodes et la médiocrité de ses hommes.

Nous n'avons cessé ici de souligner, avec entêtement, contrairement à quelques-uns, la médiocrité et la sottise de M. Georges Bidault. Nous avons toujours répété que le fait d'avoir été un docile serviteur de la politique atlantique et des intérêts de Washington ne suffit pas à nous faire oublier son passé et son caractère. Le véritable vaincu, c'est lui, et avec lui des méthodes qui sont propres aux politiciens de 1945.

Le coup de force du 20 août 1953 ne pouvait avoir été réalisé que par des hommes qui se croient tout permis parce que la France terrifiée de la Libération n'avait pas réagi devant eux. Ils ont cru qu'on pouvait se débarrasser d'un Souverain comme d'un Maréchal de France. Leur petite imagination ne leur a pas représenté les troubles qui suivent généralement ces dépositions, et ils se sont cru assez forts pour mépriser les enseignements de l'histoire puisque le peuple français ne s'était pas soulevé contre eux. Nous payons aujourd'hui cette légèreté criminelle. M. Bidault n'est encore au fond que le petit professeur sans autorité et le rédacteur en chef modeste d'un journal sans lecteurs, comme il l'était avant la guerre, nos amis ont intérêt à ne pas l'oublier s'ils veulent voir juste : c'est sa haine recuite de raté qui a été à l'origine de vengeances sanglantes et hypocrites de 1945 ; c'est la suffisance d'un triomphe immérité qui explique les fautes de 1953.

Dans les positions qui vont être prises au Maroc au moment de son retour, nous n'avons pas à nous faire les défenseurs de Bidault contre Ben Youssef. Nos lecteurs nous rendront cette justice que nous n'avons jamais oublié cette vérité depuis six mois. Les déclarations du Sultan à Fontainebleau ont été modérées et habiles. Il s'est posé en souverain réaliste et il s'est affirmé comme le chef de ces musulmans qui comprennent la nécessité

de la collaboration franco-marocaine. Nous ne pouvons que répéter à nos camarades qu'une politique d'abandon et de démission serait une erreur. Ils ont un rôle à jouer auprès du Sultan. Ils ont à construire avec son peuple ce dominion autonome dans lequel leur voix sera mieux entendue peut-être qu'elle ne le fut par les proconsuls suffisants qui s'imaginent qu'on peut gouverner le Maghreb de l'hôtel Matignon.

Auprès du Sultan, nos camarades ont à prendre leur revanche sur les hommes de Paris. Une politique audacieuse et constructive peut le leur permettre. Le Sultan n'est pas responsable des crimes et des atrocités que des fanatiques, armés par des mains mystérieuses, ont commis. Son retour est, au contraire, un élément d'ordre et de sécurité, si l'ordre et la sécurité peuvent être rétablis. Le Sultan est aujourd'hui assiégé et adulé par les Juifs et les jeunes Turcs de la gauche. Cette alliance contre nature sera éphémère : mais il dépend des Français du Maroc de l'abréger et de la rendre inutile. Qu'ils ne laissent pas le nouveau gouvernement marocain être le prisonnier des Weill, des Izard, des Gradis, des Schreiber. Les nationalistes français auront toujours plus de chances que les Juifs et les marxistes pour s'entendre avec les nationalistes marocains. Mais il faut qu'ils le veuillent.

Notre inquiétude au Maroc vient beaucoup plus de la persistance des attentats. Ceux qui ont déchaîné le fanatisme peuvent-ils aujourd'hui l'endiguer ? Le veulent-ils ? Qui contrôle aujourd'hui la situation au Maroc ? Cette situation est-elle elle-même contrôlable ? La guerre des partisans crée des bandes qui, ensuite, n'obéissent plus. La guerre civile sporadique ne s'arrête pas sur un coup de clairon comme la guerre des armées. Le retour du Sultan n'est pas le coup de baguette magique qui rétablira le calme du jour au lendemain. Il n'est pas non plus le miracle qui empêchera la misère et l'agitation. La crise marocaine est peut-être dénouée à Paris : mais il reste le Maroc.

M. B.

Chronique du Mois

L'INTÉGRATION EN ALGÉRIE.

L'idée de l'intégration de l'Algérie nous paraît encore une de ces initiatives incohérentes et désespérées auxquelles le Régime a généralement recours pour se tirer des situations qu'il a créées. Cette proposition, rejetée, comme on a pu le voir, par une partie des élus musulmans, est absurde et inapplicable. Ne pas accorder aux Algériens musulmans *les mêmes droits* qu'aux citoyens français, c'est répéter à leur égard l'escroquerie commise en 1945, qui nous a conduits à la situation actuelle. C'est, une fois de plus, accorder une concession *verbale* qui sera démentie par les faits et qui se retournera contre nous. Accorder aux 8 millions d'Algériens, pour la plupart illettrés, *les mêmes droits* qu'aux citoyens français est un projet insensé que personne ne se donne la peine de chiffrer sérieusement parce que tout le monde sait qu'on ne le fera pas. Pouvons-nous assurer à 8 millions de musulmans vivant dans des conditions très différentes de nos conditions de vie le bénéfice de notre système de sécurité sociale tel qu'il fonctionne dans la métropole, ou intégrer à notre parlement 100 députés musulmans qui, en fait, gouverneront la France ? L'absurdité du régime et sa malhonnêteté foncière le condamnent à l'escroquerie permanente. Le projet d'intégration algérienne ne peut être qu'une tromperie, et de plus un emplâtre qui ne guérira rien.

La seule solution honnête, en Algérie, comme au Maroc et en Tunisie, est celle du *dominion franco-musulman,* dirigé politiquement par la minorité cultivée, c'est-à-dire par des Français établis en Algérie et les Algériens musulmans capables d'exercer un véritable choix politique. Seul, ce régime franco-musulman correspondant à la nature des choses et à la vie économique et sociale de l'Algérie, pourra établir un équilibre durable qui ne reposera ni sur une tromperie ni sur une abdication. Paris, en ce domaine comme en tant d'autres, a fait le malheur de l'Algérie : que les hommes de Paris cessent de s'occuper d'une

terre qu'ils ne connaissent pas avec des idées qui ne s'y appliquent pas.

LA VOLTE-FACE DU GLAOUI.

Nous nous étonnerons moins que personne de la volte-face du Glaoui. D'abord parce qu'il l'avait annoncée, comme la plupart des journaux l'ont reconnu. Ensuite, parce qu'elle correspond à l'évolution que nous avons ici-même décrite et prévue. Il est normal que les amis de la France au Maroc aussi bien que les Français du Maroc, se voyant abandonnés par le gouvernement français cherchent une issue à leur situation dans une politique de collaboration avec leurs adversaires d'hier. Le Glaoui ne fait rien d'autre que de dire, en son langage féodal, ce que nous disions dons notre dernier numéro, en langage politique. Le Maroc ne peut être sauvé que si les Français du Maroc se donnent comme avenir un programme de collaboration avec les musulmans rejetant les hommes et les directives du gouvernement de Paris. C'est à eux de se protéger eux-mêmes en tournant le dos à ceux qui n'ont su ni prévoir l'orage, ni les protéger dans le péril, ni les écouter pour décider,

LES SPÉCULATEURS DE LA DÉFAITE.

Un de nos amis du Maroc nous écrit qu'un très haut personnage du gouvernement M.E.F. fait procéder actuellement, pour son compte personnel, à d'importants achats de propriétés au Maroc à 50 % de leur valeur. Il s'agit, dans le cas présent, d'orangeraies. Un autre personnage du même gouvernement M. J. a fait directement proposer à notre ami de devenir l'acquéreur de ses propres terres : au même tarif usuraire, bien entendu. Ces achats font partie d'un coup de bourse concerté dont d'autres exemples ont pu être observés en Tunisie et qui commence à s'exercer également en Algérie. Ces petites affaires montrent assez bien le dessous des cartes.

LA CONFÉRENCE DE GENÈVE.

La conférence de Genève enterre à petit bruit la fameuse *détente* qui a impressionné tant de cervelles légères. On y

mesure aussi les résultats désastreux du voyage d'Adenauer à Moscou. Mais, au moins, cet échec aura eu le mérite de nous montrer avec évidence, une fois de plus, la nocivité et l'impuissance de la formule atlantique. Le pacte atlantique et les accords de Paris, tels qu'ils fonctionnent actuellement ont pour résultat de stratifier la carte de guerre en Europe et de rendre impossible toute liquidation du contentieux né de la guerre. Aucune conférence internationale, aucune pseudo-détente ne peut faire disparaître cet obstacle fondamental. Enfin la politique française inspirée uniquement par le souci de maintenir le Régime et indifférente à l'Europe refuse d'envisager les conditions fondamentales d'une véritable détente qui sont aussi les conditions fondamentales de l'existence de l'Europe.

Il est remarquable que la solution d'une Europe indépendante entre les deux blocs apparaît de plus en plus comme la seule solution constructive et commence à gagner du terrain. Le ralliement le plus sensationnel à cette thèse est celui de M. George Kennan qui fut le théoricien de la politique toute contraire du *containment*. George Kennan reconnaît aujourd'hui qu'il ne voit plus qu'une route possible : une négociation entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. pour l'évacuation simultanée de l'Europe orientale par les Russes et de l'Europe occidentale par les Américans, facilitant la constitution d'une communauté européenne pouvant apparaître réellement comme une troisième force.

Les adversaires de cette position n'ont guère d'autre argument que la peur. Cette réaction est très sensible dans un récent article de Raymond Aron, au *Figaro*, qui, évoquant la possibilité d'une véritable politique de détente fondée sur les idées de George Kennan, en arrive à avouer que « si telle est la conjoncture, la politique de la France devrait être exactement à l'opposé de la recherche systématique de la détente. » Cette constatation est fort juste. Ceux qui s'accrochent à la pérennité de la situation actuelle et veulent maintenir cet immobilisme après avoir constaté qu'il est sans issue, sont, en réalité, de véritables ennemis de toute politique de paix et ils ne peuvent trouver leur sûreté que dans une éternelle guerre froide qui fera d'eux d'éternels satellites. Mais, en vérité, cette peur peut être apaisée par certaines dispositions. Ce qu'ils craignent, c'est la proximité de l'armée rouge qui ne s'éloignerait que de quelques centaines de kilomètres et l'éloignement de l'armée américaine qui se retirerait à des milliers de kilomètres. Cela n'est vrai que pour des gens sans imagination. Or, en fait, les deux points d'appui américains les plus puissants

sont, par nature et pour des raisons différentes, étrangers à la communauté européenne et doivent normalement le rester : c'est l'Angleterre et l'Espagne. En se retirant des pays européens, les U.S.A. peuvent maintenir leurs bases dans ces pays que leurs frontières naturelles séparent de l'Europe et que leur volonté ou leur régime écartent de la communauté européenne. Installée sur ces points d'appui, l'Amérique serait à la fois absente de l'Europe continentale qui doit constituer la troisième force de l'avenir et suffisamment proche pour la protéger contre tout danger.

Tandis que les thèses de l'Europe officielle font à Genève la preuve de leur stérilité, l'idée qui est soutenue par nous et par nos camarades en Europe depuis le début de notre action se dégage peu à peu comme la seule solution possible. C'est qu'elle est seule conforme à la nature des choses, au bon sens et à la géographie, lesquelles finissent parfois par triompher, à la longue, des calculs des politiciens.

LE CONGRÈS DU D.R.P. ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE.

Le Congrès annuel du Deutsche Reich Partei qui a eu lieu les 24 et 25 septembre à Hanovre a remplacé la direction collective du parti par un président assisté de deux vice-présidents. A une majoration de 80 % des voix, le Conseiller d'Etat Wilhelm Meinberg a été élu président, le professeur Heinrich Kunstmann de Hambourg et l'ancien député Adolf von Thadden vice-présidents.

Du rapport présenté par Adolf von Thadden sur la politique étrangère, nous tirons le passage suivant qui exprime clairement la position actuelle de la plus importante des formations nationales en Allemagne :

« La réunification de l'Allemagne et le retrait de toutes les troupes d'occupation sont des éléments d'une paix complète et de la sécurité en Europe. L'Allemagne réunifiée ne doit adhérer à aucune alliance militaire. Cette position n'a pas pour conséquence un affaiblissement des forces occidentales. Nous souhaitons que l'Occident soit fort, assez fort pour n'avoir pas besoin de l'intégration des divisions allemandes pour empêcher une troisième guerre mondiale.

« Nous proposons un pacte de garantie par lequel l'intégrité du territoire de l'Allemagne réunifiée sera reconnue par les deux grands blocs. Le futur gouvernement allemand devrait,

dans ce cas, signer avec les deux blocs des traités par lesquels il s'engagerait à ne contracter avec aucune puissance une alliance militaire dirigée contre un deux signataires du double pacte de garantie.

« Si la réunification de l'Allemagne ne dépend que de notre appartenance au Pacte atlantique, le traité de Paris doit être alors modifié ou abandonné. »

Ces déclarations typiquement nationalistes soulignent les dégâts produits par le rejet de la C.E.D. Elles sont graves, car il n'est guère douteux qu'elles ne deviennent un jour le programme d'une coalition nationale décidée à réaliser, coûte que coûte, la réunification de l'Allemagne, ambition naturelle et légitime. Elles aboutissent au rejet de toute construction européenne et finalement à l'isolement de l'Allemagne. Cette solution, séduisante au premier abord par sa simplicité, peut dans l'avenir, être préjudiciable à l'Allemagne elle-même parce que son isolement factice fera d'elle fatalement un instrument de la Russie. Mais de telles positions sont explicables et naturelles, par le fait que la thèse de l'Europe indépendante n'a été prise au sérieux par aucune grande formation politique en Europe. Le D.R.P. trouverait certainement dans le cadre européen une solution au problème de la réunification allemande, car cette solution existe dans l'hypothèse d'une Europe neutre aussi bien que dans l'hypothèse d'une Allemagne neutre. Seulement, il faudrait que cette Europe indépendante montre le bout de son nez dans la politique européenne autrement que par l'étroite fenêtre de *Défense de l'Occident*. C'est, assurément, de la part des instances européennes officielles une faute politique grave que d'avoir exclu systématiquement toute représentation de cette tendance : elles le paient de cette manière aujourd'hui, elles risquent de le payer plus cher encore dans l'avenir.

La France en période pré-révolutionnaire !

Il ne suffisait plus d'écouter et de commenter, il fallait aller voir. Je me suis donc rendu à Mirambeau, en Charente-Maritime. Dans un pré. Des milliers d'hommes venus de tous les départements alentour. Ça n'était pas un meeting revendicatif, simplement une manifestation de sympathie et de solidarité en faveur de paysans arrêtés chez eux à propos des incidents de La Rochelle et détenus comme des délinquants de droit commun.

La grande presse omit de donner les détails précis sur ces incidents. Rétablissons donc la vérité.

A Léoville, une brave femme ayant fait une erreur versa trop d'argent à la perception. Lorsqu'elle s'en aperçut, elle alla trouver le percepteur et lui demanda le remboursement de la différence. Le fonctionnaire voulut la rembourser en Bons du Trésor (1). Elle refusa. Alors, il lui annonça que la somme serait portée à son crédit pour les impôts de l'année suivante. Vive protestation. Réponse du percepteur : « L'argent qui entre dans la Caisse de l'Etat n'en ressort pas ! »

La femme raconta partout son aventure et la colère rurale monta. Des paysans se rendirent à la perception pour tenter de parlementer avec le percepteur. Bien qu'il ne fut pas l'heure de fermeture du bureau, la porte fut bouclée avec cette phrase malheureuse : « Si vous voulez entrer, ouvrez-là ! » Et, au premier étage, tout souriant, le percepteur avec une caméra fixée à l'œil filmait « l'émeute ». Il prenait la colère des paysans pour du cinéma.

Le lion paisible n'aime pas qu'on se moque de lui et qu'on le considère encore comme un serf. La porte sauta et les papiers de la perception jonchèrent bientôt le village.

Un gouvernement démocrate, sans reproche, eut révoqué le percepteur dans les vingt-quatre heures.

(1) Un fonctionnaire qui place des Bons du Trésor, touche un pourcentage.

A La Rochelle, une délégation paysanne se rendit au siège des bureaux des allocations agricoles vieillesse pour remettre une motion en faveur des assujettis poursuivis pour non paiement des primes. Il était midi moins vingt, donc bureaux ouverts, mais les portes étaient déjà fermées à l'approche de la délégation. Refus de les ouvrir. Au même moment les C.R,S. débouchèrent conduits par un commissaire de police qui, tenez-vous bien, *avait mis un casque de soldat sur sa tête.* Donc passablement énervé, il n'écouta rien et fit charger les C.R.S. à coups de grenades lacrymogènes et à coups de matraque.

Notons aussi que les délégations ouvrières de la C.G.T. furent reçues, la veille, officiellement à la préfecture, mais on refusa de recevoir les paysans.

Il serait vain de cacher que les douze millions de paysans français vivement informés de ces faits commencent à se fâcher, car on arrête leurs leaders locaux *provoqués* alors que les incendies, les blessés des autres syndicats demeurent sans sanctions. C'est pour leurs camarades *arrêtés chez eux* que les petits commerçants, artisans et paysans firent l'union à Mirambeau.

J'étais mêlé à la foule. Pourquoi cacherai-je que l'on parla beaucoup de fusils de chasse ?

Les orateurs, fort bien renseignés, donnèrent des noms, des faits, de hauts fonctionnaires des accords économiques, des « combines import-export » qui ruinent le producteur français. Les technocrates, les planistes en prient un coup. Et l'on n'hésita pas à fustiger une « colonisation » de la France en des termes que le décret Marchandeau m'interdit de rapporter. Il y a certainement un travail de masse qui s'opère et que rien ne pourra plus arrêter que le retour au bon sens, à l'honnêteté et à la justice. « On ne veut plus de fonctionnaires qui se substituent aux ministres pour faire des lois, surtout quand ces fonctionnaires sont connus pour être apparentésà tel trust ou telle combinaison. » Réaction du terroir français contre la pourriture du système. Bon signe !

J'entendis d'excellentes démonstrations sur la démocratie. Par exemple que les décrets-lois et les « boîtiers » sont contraires à l'article 13 de la Constitution qui interdit la délégation de pouvoirs des parlementaires. Or, ladite Constitution considère *l'insurrection comme un devoir* lorsqu'elle est bafouée. La logique en conclut que le paysan applique strictement la Constitution française puisqu'il y a oppression par viol de la Constitution.

Un fait symptomatique. A Lisieux, le vétéran des luttes paysannes, H. Dorgères, avait répondu de l'ordre et du calme.

Il réussit à les maintenir. Il dut quitter la ville de bonne heure. Après son départ, la Régie fut mise à sac, les fortes grilles arrachées sans que l'on touchât à un seul cheveu des employés peu rassurés. Et Dorgères me dit : « La fureur contre l'injustice monte dans tous les coins de France, bientôt nous ne pourrons peut-être plus contenir la violence. »

C'est à cette manifestation que j'appris le surnom paysan de M. Mendès-France : *Pierrot-la-Tétine.* Les paysans notent ses discours et tous savent qu'à Lille il déclara que les exploitations de moins de 10 ha devaient disparaître. Chacun sait que ce sont elles qui font la force de la France parce qu'elles attachent le paysan à la terre de père en fils. Un certain M. Sauvy ne jouit pas non plus d'une bonne cote dans la paysannerie. Enfin, pourquoi ne pas dire que les paysans sont résolus à prendre des otages si l'on ne libère pas les leurs ? Des otages à mettre dans les étables, précise-t-on, pour leur éviter la promiscuité des prisons. Et ils le feront.

Il y a un an, ici-même, je consacrai une longue étude à la paysannerie française en expliquant son retour à un servage plus odieux que celui de l'ancien régime. Celui qui ne vécut pas longtemps au milieu de la ferme, ne peut pas comprendre ce que nous voulons exprimer lorsque nous affirmons que le paysan est vraiment considéré comme un citoyen de 2ᵉ zone qu'une bureaucratie abusive et dictatoriale manœuvre comme un pantin à l'aide d'ukases et d'amendes alors que pas un citadin ne consentirait à mener la vie de bourg ou de hameau sans aucune commodité. En allant à Mirambeau, nous nous arrêtâmes pour prendre cinq gosses qui font chaque jour 9 km. à pied pour aller à l'école du village voisin ; il y en avait deux de six ans ! Un fait entre cent autres, en marge des établissements scolaires somptueux construits dans les bleds nord-africains. Et que dire du fils de paysan remobilisé pour l'Afrique du Nord à 900 fr. par mois et du fonctionnaire qui, remobilisé aussi, touche son traitement entier ?

Conscient de l'infériorité matérielle dans laquelle le régime le confina — le paysan est le meilleur soldat — le paysan accepta d'être le seul prolétaire plantant sans savoir à quel prix on lui achètera le prix de son travail et si l'on le lui achètera. Et il attend « sa paie », trois mois, six mois, un an, le temps que « ça » pousse, si les intempéries et les maladies ne viennent pas anéantir le fruit de ses efforts pour vivre. Etonnons-nous que tous les jeunes fuient vers les villes et le fonctionnariat ! Parmi les jeunes — il y avait beaucoup de jeunes à Mirambeau —

certains aiment assez la terre pour y rester, pour s'y accrocher coûte que coûte, sans pour cela se résigner au rôle de leur père. Que disent-ils ?

« Ceux qui s'estiment « services publics » se mettent en grève, paralysent tout le monde et obtiennent des augmentations. Quel est le premier service français ? La paysannerie dont les 12 millions de membres font vivre 42 millions de Français, dont les 12 millions de membres ont chacun 3 ou 4 intermédiaires qui vivent uniquement sur leur dos. Cela a assez duré ! Puisque dans ce régime, seule la violence obtient gain de cause, comme à Nantes, nous sommes résolus à passer à la violence, à faire aussi la grève des envois de denrées le temps qu'il faudra . »

Ce ne sont plus des paroles en l'air. La jonction des petits distributeurs, des artisans, de la paysannerie est réalisée. Il se peut que d'autres organisations viennent les rejoindre. Cette jonction enlève à la paysannerie son complexe d'isolement, de servage, de tutelle. Ce fait nouveau prend une extension rapide en réaction contre les grandes combinaisons installées dans le régime comme dans un fromage. Je vis des hommes décidés à payer de leur peau ; certains le firent déjà plusieurs fois. On se laisse attaquer et matraquer par surprise une ou deux fois. Après cela devient plus grave...

Malgré les vendanges, malgré la pluie, plusieurs milliers de personne étaient présentes à Mirambeau, non pour revendiquer, mais pour donner de l'argent (aide aux paysannes privées de leurs maris arrêtés en pleins travaux) et pour réclamer tout simplement l'honnêteté, la justice et le nettoyage de la pourriture du régime.

A la place de certains impudents, malgré les C.R.S et les gendarmeries, malgré des fonctionnaires-valets sans intelligence, malgré des consignes préfectorales qu'un fermier général n'eut pas la bêtise de signer, à la place de tous ces petits commis qui se sentent mauvaise conscience, je commencerais à réfléchir. Pour sauver le pays, une « révolution à refaire » est peut-être commencée.

Pierre NAVARRE.

Les pétroliers anglais et américains sont aux prises et la France perd le Maroc comme elle perdra l'Algérie

A M. François Mauriac.

En France, on aime beaucoup « élever les questions », c'est-à-dire traiter les effets en feignant ignorer les causes. Les rhéteurs ont alors beau jeu pour développer leur style déclamatoire au nom des grands principes. Généralement, le « réalisme de la rue » rabaisse brusquement les généreuses pensées. C'est ce qui se passa au Maroc Au départ, il n'existait pas plus de 2.000 « évolués » marocains. Par la grâce de M. François Mauriac et du lobby de *l'Express*, on en compte quelques centaines de milliers de plus. Les sauvageries de la rue ramèneront le débat à son honnête niveau de foule excitée au meurtre et à l'émasculation.

La Grande-Bretagne se bat depuis 8 ans dans la jungle en Malaisie contre des « patriotes malais », depuis 6 ans contre des rebelles en Birmanie, depuis 4 ans contre les Mau-Mau du Kénya. Comme il n'y a pas de parti politique britannique osant manœuvrer contre la souveraineté britannique aux colonies, point de débats parlementaires, point d'insultes dans sa presse, pas de pressions extérieures sur le Foreign Office, il n'est pas prévu de porter le problème colonial anglais devant l'O.N.U. ni de pourparlers avec les rebelles.

La Grande-Bretagne défend son standing de puissance internationale.

Nous assistons, en Afrique du Nord, à une sordide bagarre anglo-américaine avec la peau des Français et des Musulmans. Nous suggérâmes qu'un sultan indépendant (de la France) pouvait détruire ce qu'un autre sultan décida par dahir. Expliquons-nous brutalement et comme disait Péguy « gueulons » la vérité.

La conquête du Maroc — car il faut remonter là, même

schématiquement — fut imposée au gouvernement français par un syndicat d'affaires appelé « Syndicat Jaluzot ». Ce syndicat comprenait Jaluzot (des magasins du « Printemps », Peytel, de la Raffinerie Say (les indigènes sont gros consommateurs de sucre), la Compagnie Générale Transatlantique (création d'Isaac Pereire), la Compagnie des Batignolles (trust sidérurgique) et la Banque de Paris et des Pays-Bas (Horace Finaly). L'homme de liaison entre le « Syndicat » et le Parlement était Pierre Etienne, député algérien et questeur de la Chambre des députés (d'après Francis Delaisi).

Le ministre Delcassé traita secrètement l'affaire avec Londres. L'Angleterre abandonnerait ses « droits » sur le Maroc, la France les siens sur l'Egypte et chacun agirait à sa guise dans les deux extrémités de l'Afrique du Nord (qui va de Suez à Casablanca, ne l'oublions pas, en passant par la Lybie). Ainsi naquit l'entente cordiale dont on fêta le cinquantenaire l'an dernier.

Il s'agissait de gagner beaucoup d'argent en équipant des pays sous-évolués. Trop rien à dire si les conquérants avaient été compris parmi les actionnaires des sociétés bénéficiaires. Mais le sang des autres est ce qui se paie le moins cher en démocratie.

Passons sur les détails, sur les retardataires qui se taillèrent des empires commerciaux et industriels à côté des « pionniers » ; le gros gagnant de l'affaire s'avéra Horace Finaly, de la Banque de Paris et des Pays-Bas qui, 20 ans après, régnait directement sur 50 % de l'activité économique du Maroc (Cf. *Les Impérialistes et le Maroc* de Jacques Doriot, étude documentée et précise). Aujourd'hui, la Banque de Paris et des Pays, contrôle encore (entr'autres) une quarantaine de sociétés marocaines importantes qui en vassalisent d'autres par le système des holdings. Mais l'affaire de feu Finaly, est elle-même dépendante de ce monstre international qu'est la Banque de l'Indochine (dont M. Mauriac est actionnaire).

Autant par des participations financières que par des alliances familiales, *la Banque de Paris et des Pays-Bas toute puissante au Maroc, devint l'organisme bancaire pour la France du trust pétrolier américain, la « Standard Oil »*.

Malgré ses efforts, la Banque de Paris et des Pays-Bas ne put rien conclure de sérieux en faveur de ses clients américains dans le domaine du pétrole marocain.

Pour remercier la City de ses subventions au Front Populaire de 1936, le ministère Léon Blum avait ordonné de détruire « au besoin par le feu » (ordre au Résident Général Noguès)

les puits de pétrole alors en activité au Maroc qui menaçait de devenir une nouvelle Californie. Le général Noguès fit répéter l'ordre croyant à une mauvaise interprétation. L'ordre fut répété.

Que se passait-il ?

Peu après, le cabinet Blum accordait la garantie occulte des pétroles marocains au trust britannique « Shell-Royal Dutch ».

Le pétrole marocain, que l'on ne pouvait plus étouffer après la déclaration de M. Pineau, ancien directeur de l'Office des Combustibles liquides, jaillit au ralenti et jaillira à faible débit (100.000 tonnes par an) tant que la France sera au Maroc.

Tel est le monstrueux abcès qu'en 20 ans, pas un seul parlementaire osa percer. Au contraire, on le renforça d'un plus grand mal, celui des 140.000 km2 de concessions accordées en Tunisie, en 1943, aux trusts anglais et américains.

Pour leur stratégie et leur monopole pétrolier, hissé au rang « d'intérêts nationaux », les Américains évincèrent les Anglais d'Arabie séoudite et s'installèrent à llur place ainsi qu'en Egypte ; ils obligèrent l'Anglo Persian à leur céder 40 % de participation dans les pétroles d'Iran, après avoir obtenu 50 % au Koweit. Cette bagarre pour le pétrole se continua en Afrique du Nord Française ; *car, en prévision d'une troisième guerre mondiale activement préparée au Maroc et d'un blocus possible des côtes par les sous-marins soviétiques, les Américains ont besoin de compter sur le pétrole marocain.*

Nous passons encore des détails sur l'installation en force des U. S. A. au Maroc et sur leurs intrigues politiques misant sur les autonomistes marocains (syndicats) pour tenter d'écarter la France et d'avoir en main un gouvernement marocain. L'aide de la Banque de Paris et des Pays-Bas aux 40 sociétés marocaines explique la prise de position d'un partie des milliardaires marocains et des Israëlites pro-américains.

La Grande-Bretagne eut tôt fait de désarmer la manœuvre. Elle organisa la résistance. Ici, l'affaire devient intéressante.

Il y a un an que deux ou trois autres et nous, parlons du lobby à ciel ouvert Mendès-France-Servan-Schreiber (*Les Echos-L'Express*)-Gradis-Lazard, ces deux derniers étant des banques à intérêts jumelés, les Gradis étant co-fondateurs de *L'Express* avec leur famille Servan-Schreiber et le tout soutenant à fond la politique Mendès-France. *Mais la banque Lazard est la banque qui gère les intérêts financiers, pour la France, de la « Shell-Royal-Dutch », le trust britannique concurrent farouche de la « Standard Oil ».*

Nous pensons inutile de rappeler la position de M. Mendès-

France et de ses collaborateurs, de leurs « interlocuteurs valables » et autres « autonomies intérieures » *qui ne peuvent aboutir qu'à l'éviction complète de la France*, comme le déclare M. Bourguiba dans ses *discours intérieurs* à l'usage de la Tunisie (lus par le député Barrachin à la Chambre des députés). M. Mendès-France faisait déjà partie du cabinet Blum de 1936.

Nous écrivîmes qu'un sultan pouvait défaire le dahir d'un autre sultan au Maroc, tout comme Rhiza Khan abolit le monopole pétrolier d'Arcy donné par son prédécesseur en Iran. Dès lors une lutte sans merci anglo-américaine allait se dérouler entre les fidèles commis de la Banque Lazard et ceux de la Banque de Paris et des Pays-Bas, pour savoir quel groupe décrocherait, le premier, un gouvernement marocain autonome *à sa main* l'installant définitivement dans le pétrole du Maroc.

Comme pour la C. E. D. l'argent ne manque ni d'un côté ni de l'autre. Les journaux, l'opinion, tout est retourné, malaxé ; il faut que le public français comprenne avant tout « que le peuple marocain à soif de liberté », qu'il veut son Moulay Youssef... qui avait promis des faveurs à tous les pays à la fois pour être certain de toucher quelque part (affaire de sa « fuite » de Paris de 1946).

Alors, nos braves alliés et leurs thuriféraires misèrent sur tous les clans indigènes francophobes. La tête de Français qui était de 5.000 fr. au départ monta jusqu'à 40.000 en 1954 pour les attentats individuels. L'indigène excité pour des motifs raciaux, dynastiques, ne sait pas qu'il risque de claquer pour le pétrole. Mais il est nécessaire que la France parte pour que le pétrole jaillisse afin de ne pas voir un Parlement, enfin alarmé, rééditer le coup de Loucheur lorsque le groupe anglais Pearson voulut exploiter le pétrole algérien. *Et, pour le pétrole, la France partira d'Afrique du Nord parce qu'elle n'a que des eunuques ou des combinards.*

Nous n'attendîmes pas aujourd'hui pour démasquer, en des articles et en des livres, les manœuvres du pétrole (sujet prohibé dans la grande presse) dans les colonies françaises. Ceux qui auraient des doutes sur les filiations des groupes mis en présence, peuvent lire *Les scandales de la IV*^e^, de J. Galtier-Boissière, *La Banque de l'Indochine et la piastre*, d'A. Laurent, et *Les Financiers qui mènent le monde*, d'Henry Coston. Avec ces trois livres de chevet, ils seront fixés sur leur avenir et sur celui du pays, car les faits chiffrés et datés valent mieux que les promesses électorales.

C'est donc pour le pétrole nord-africain au trust américain ou au trust britannique que nous perdîmes la Tunisie, que nous

perdons l'Algérie, *parce que les gouvernements français refusèrent que la France devînt une nation pétrolifère.* OR, IL N'Y A PAS D'INDÉPENDANCE NATIONALE SANS SOURCES DIRECTES DE PÉTROLE, il ne peut y avoir que sujétion aux puissances pétrolières mondiales qui sont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'U. R. S. S. détenant, directement ou indirectement toutes les sources de pétrole principales du monde entier. Comprenez-vous maintenant pourquoi il n'y a vraiment que 3 « grands » qui ne sont jamais mis en accusation à l'O. N. U. et pourquoi la France sera bientôt une autre Italie ?

A vrai dire, la responsable morale du drame nord-africain est la grande presse française qui faillit vraiment dans son rôle de sonnette d'alarme nationale. Je laisse à des confrères avertis le soin de faire le point en ce qui les concerne. En 1949 après un très long séjour en Haute Kabylie, en 1952 après une randonnée, lente et attentive en Islam, j'écrivis à André Guérin, de *L'Aurore*, à F. Garas, de *Carrefour*, à de Marcillac, de *Samedi-Soir*, etc... : « Attention, voilà ce qui va se passer en Afrique du Nord ». Guérin me demanda un papier d'essai. Lorsqu'il vit que je mettais directement dans le bain Anglais et Américains, il ne donna pas suite au projet que j'avais alors baptisé « l'opération vérité ». Les autres ne « marchèrent » pas non plus. Lorsque je publiais un livre, en 1953, « Alger-Tunis-Rabat ou les dessous du drame nord-africain », ce fut presque une conspiration du silence. Pensez-vous, je commençais à dévoiler les plans impérialistes en Afrique du Nord, de Londres et de Washington ainsi que les manœuvres de leurs pétroliers ! Or, tout y était automatiquement prévu aussi bien pour la Tunisie et le Maroc que pour l'Algérie ! Il n'était pas besoin d'être prophète pour cela ; il s'agissait d'ouvrir les yeux et de connaître à fond les problèmes musulmans car, en Islam, tout est toujours prévisible. Voilà pourquoi malgré la gravité des événements d'août 1955 au Maroc, personne ne se décida à dire la vérité sur cette sordide lutte occulte anglo-américaine avec la peau des innocents. Entre les placards de publicité des pétroliers étrangers, la grandeur de la France et la vie humaine, la presse n'hésita pas : d'abord, Sa Majesté l'argent. Les trublions de Paris peuvent dormir tranquillement à 2.000 kilomètres des émeutes. Qu'on le veuille ou non, c'est le chemin de la décadence quand les intérêts du pays sont brimés par l'argent d'origine étrangère (1).

(1) Nous annonçâmes, six mois avant la presse française, les exodes massifs des Israélites marocains. Aujourd'hui, il n'est plus possible de cacher cette fuite puisque 20.000 demandent, d'un seul

Ah ! Monsieur Mauriac, si vous saviez combien, dans cette bagarre, tout le monde se fiche de l'état social du fellah et le fellah du bulletin de vote ! La haine envers la France devient rouge pour le pétrole et ses supporters. Si vous ne comprenez pas ça, M. Mauriac, cassez votre plume car vous êtes en partie responsable de ce sang répandu. Reste à savoir si c'est volontairement ou à votre insu !

Et adressons une prière à la Providence : que la mésentente des intérêts règne toujours entre Londres et Washington, car s'ils revenaient d'accord, alors, comme au Koweit, comme en Tunisie, Anglais et Américains ligueraient leurs efforts pour réaliser du moitié-moitié avec les bribes qui resteront de la France !

C'est une histoire similaire qui est cause du gâchis en Algérie, comme une histoire identique donna le signal des désordres tunisiens.

Et maintenant ?

Tout fut raté au Maroc aussi bien par M. Bidault que par M. Faure auquel il sera difficilement pardonné l'envoi de M. Grandval dont la présence mis le feu au poudres. Manie de vouloir s'occuper de questions dont on ignore l'a-b-c, aberration de persister à admettre que tous les hommes sont pétris de la même pâte et que l'atavisme ne compte pas.

coup, de l'aide pour s'en aller du Maroc où ils étaient installés quelques millénaires *avant les Arabes*. Ces courants peuvent se situer ainsi : les humbles et les modestes (4/5) vers Israël (où ils ne seront pas mieux d'ici peu qu'au Maroc); les riches se dirigent, pour quelques-uns vers la France, mais surtout vers le Canada et le Brésil.

Le « Comité des Juifs des Etats-Unis » soutient à fond les nationalistes arabes contre la France à la grande fureur des Israélites nord-africains. Cette divergence de vues s'explique par le fait que les Israélites américains (manquant d'optique) espèrent se substituer à la France pour coloniser l'Afrique du Nord en comptant sur l'appui des 8 à 900.000 Israélites nord-africains déjà installés sur place. Nous revenons à ce que nous écrivîmes il y a un an ici-même, dans les combinaisons étrangères bâties sur l'éviction de la France en Afrique du Nord, subsiste l'idée de transformer l'Afrique du Nord en pays israélite dans le cas où « le croissant fertile », rendu actif et dynamique par la Grande-Bretagne, chasserait les Israélites de la Palestine. Cette éventualité n'est pas exempte des desseins de clans politiques français prosémites.

En 1953, il n'y avait qu'une solution : obliger le Pacha El Glaoui à prendre ses responsabilités en succédant au Sultan détrôné et laisser ses Berbères rétablir l'ordre arabe. Cette solution était logique ; elle pouvait être liée aux problèmes berbères de Kabylie et d'Aurès, tel était notre dessein. Le Berbère est l'autochtone, l'Arabe est un envahisseur du Moghreb au même titre que les Français. Il suffisait de rappeler les documents remis au gouvernement français, en novembre 1945, saisis par les Américains en Allemagne, prouvant la collusion du sultan avec les autorités allemandes en pleine guerre mondiale. Cette attitude correspondait au discours du sultan à Tanger en 1947. Et la France redonnait un sens moral à son occupation marocaine. Une entente entre les deux Berbères El Glaoui et Abd el Krim n'était pas impossible, nous le savions, nous l'écrivîmes.

La France eut été assise encore pour longtemps au Maroc. Aujourd'hui, elle a perdu sur tous les tableaux. Elle a surtout perdu la face vis-à-vis des musulmans ; c'est peut-être le plus grave de tous les maux. C'est la fin d'un empire sans lequel la métropole comptera 2 millions de chômeurs en permanence et des médinas avec leurs émeutiers dans toutes les grandes villes françaises. Le colonisateur devient colonisé, ô gouvernants de la France !

Maintenant, je pense à deux faits qui passèrent inaperçus.

En mars dernier, à Berkane, dans un convoi clandestin d'armes à destination de l'Algérie, on saisit une caisse. Une caisse remplie de sachets de poison. Une caisse interceptée, combien d'autres arrivèrent à destination ? Quel ménage européen n'emploie pas au moins un indigène à son service ? Comprenez-vous ce que je veux dire pour le jour J ?

L'autre fait est celui qui consiste à avoir laissé publier les photos des longues files de cadavres d'indigènes dans le stade municipal de Philippeville. Nous avons appris que ces journaux reproduisant les photos — jusque dans la presse de droite — circulaient activement dans les milieux musulmans de la métropole et de l'Afrique du Nord... sous l'affirmation qu'il s'agissait de musulmans fusillés par les Français. Nous ne savons pas si cela est exact, mais nous pouvons assurer que c'est de la haine en permanence qui se distille au même titre que d'autres fusillades. « *Donnez-nous des chefs !* » s'écria Mme Fischbacher, veuve du médecin-chef massacré à Oued-Zem ; la France n'a plus que des fonctionnaires !

Je connais trop bien les musulmans pour ne pas opérer un rapprochement entre les deux faits. Un certain réalisme veut que la plupart de mes appréhensions et pronostics se réalisent

en matière politique. Je me considérerais indigne de mon rôle en ne signalant pas ce danger bien plus grave qu'un maquis avoué.

Désormais les Européens ne sont plus à l'abri d'un raz de marée soudain et imprévisible. En voici un exemple précis

Bien que la grande presse ait gardé un mutisme général sur un fait divers, en juillet dernier *Paris-Match* publia une courte information sans commentaires. La police française avait arrêté trois Nord-Africains venus en France pour assassiner le leader séparatiste, Messali Hadj, en résidence surveillée dans le sud-ouest de la France. Rappelons que Messali Hadj est l'auteur de la formule-programme : « La valise ou le cercueil ».

Pourquoi le fanatisme musulman voulait-il supprimer Messali ? En holocauste à la liberté algérienne, cela on ne l'a pas dit. Aussitôt son assassinat consommé, une vitesse de communications prévues eut annoncé que la France avait fait tuer le leader des foules PPA-MTLD. L'Algérie flamblait de tous les côtés à la fois avant que l'on puisse lancer des démentis ou se justifier. L'opération ne vient pas exclusivement de cerveaux musulmans, croyez-moi. Le jour de ces arrestations, la police française évita la tuerie de milliers d'Européens nord-africains ; elle doit en être félicité. Mais une manœuvre ratée un jour peut réussir une autre fois dans un autre compartiment.

Et maintenant, attendons le déroulement inexorable des événements. Disons simplement que les Américains sont *très pressés* d'en terminer avec l'Afrique du Nord ce qui fait commettre quelques maladresses aux agents de l'Intelligence Service secondés en apparence, on ne sait jusqu'à quel point, par les agents secrets soviétiques.

N. B. — Aux dernières nouvelles, la Grande-Bretagne paraît remonter sérieusement le courant américain.

La déclaration de Allal Fassi, à Damas, à la fois contre les U. S. A. et les communistes est un indice à ne pas négliger.

Pierre Fontaine.

Le syndicaliste américain Reuther visite la Tunisie

Le 4 décembre 1952, un homme de 45 ans au nez impudemment retroussé et dont la bouche largement ouverte révélait un sourire optimiste (l'optimisme de l'Américain voué au succès), était élu à la présidence de l'une des deux grandes centrales syndicales américaines, le Comité d'organisation industrielle réputé pour son progressisme. Ce personnage, hier encore inconnu en Europe, s'appelle Walter Reuther.

Fils d'un syndicaliste d'origine allemande, Reuther est entré dans les bureaux des syndicats dès l'enfance ou peu s'en faut. Il a consacré deux ans à visiter à bicyclette les syndicats européens et une année à travailler à l'usine soviétique Gorki. Il passe, néanmoins (à tort, selon nous) pour avoir une certaine indépendance à l'égard des communistes, mais la façon dont il a réussi à établir un front unique de la Fédération américaine du travail et du Comité d'organisation industrielle en attendant leur fusion qui doit avoir lieu au mois de décembre, ne laisse pas d'inquiéter les Américains perspicaces : cette unité, qui donne au syndicalisme une vigueur nouvelle, ne va-t-elle pas favoriser l'action des agents soviétiques ? Il est tentant de chercher à prendre le contrôle d'une masse de 15.000.000 d'hommes (le quart des ouvriers américains) lorsqu'on a déjà si bien manipulé, à différentes reprises, le composant le plus dynamique de cet ensemble.

Quoiqu'il en soit, l'unité, venant à l'appui de l'habileté tactique de Reuther, lui a permis de remporter une des victoires les plus sensationnelles qu'aient jamais gagnées le syndicalisme américain : un salaire annuel garanti a été accordé par le grand patronat aux ouvriers de l'automobile, puis aux gens de mer. Il est question de l'étendre à d'autres catégories de travailleurs.

Victoire sur Ford.

Reuther, avons-nous dit, est un habile homme ; il l'a prouvé. Lorsqu'il décida d'imposer le salaire annuel garanti à l'industrie

automobile, il se garda bien de lancer ses premières vagues d'assaut contre la *General Motors*. Il conservait le souvenir assez cuisant de 113 jours de grève en 1945-46 et craignait que la fermeté de cette compagnie ne brisât son front de bataille. Il s'attaqua à Ford (à « Henri II », puisque c'est ainsi qu'est connu outre-atlantique le petit-fils du fondateur de la maison).

« Henri II » est un faible, un de ces grands bourgeois qui ont peur de ne jamais paraître assez « à gauche » dans l'espoir assez vain de faire oublier leurs milliards : son grand-père savait se défendre contre le communisme. Avec l'aide du Père Conghlin, il brisa les grèves fomentées dans ses usines par le Comité d'organisation industrielle aux plus beaux temps du *New Deal* rooseveltien. Il ne craignit même pas de prendre l'offensive contre les Juifs commanditaires du communisme et subventionna le *Dearborn Independent*. Cela lui valut quelques « ennuis ».

« Henri II » n'aime pas les « ennuis ». Il aime mieux être flatté, adulé par la grande presse. Il a mesuré la puissance des Eugène Meyer et des Sulzberger. Comme tous les grands capitalistes, il contribue à l'entretien de fondations de caractère scientifique ou social. Les « Fondations », ainsi qu'on les appelle simplement aux Etats-Unis, sont encouragées par l'Etat. Elles ont rendu de grands services aux universités, aux laboratoires de recherches, aux étudiants eux-mêmes. Naturellement, les libéraux et progressistes de toutes nuances se sont dits que, sous prétexte de « recherches sociales », elles pouvaient servir à leur propagande. L'enfance de l'art a consisté à introduire des partisans dans l'administration de ces fondations et de persuader des milliardaires sans cervelle de l'intérêt qu'ils auraient à financer des organismes de subversion nationale et sociale. C'est ainsi que l'*Institute of Pacific Relations*, qui prépara inlassablement, pendant des années, l'écrasement de Tchang Kaï Chek par les communistes, eut parmi ses plus grosses sources de capitaux les Fondations Carnegie et Rockefeller (1). Le rapport de la Chambre des Représentants sur les Fondations n'a pas précisé à quelles œuvres Ford avait attaché son nom ; il a seulement indiqué que son influence avait été utilisée de la façon la plus dangereuse (2). C'est assez dire.

A l'ouverture des négociations entre Reuther et la compagnie Ford, le plénipotentiaire d' « Henri II » fit mine de résister aux prétentions du syndicaliste. Alors, ce dernier lui rappela que le

(1) John T. Flynn : *The lattimore Story*, p. 16.
(2) *The New-York Times*, 20 décembre 1954.

déclin de la puissante société Willys-Overland avait commencé à la suite d'une grève prolongée, pue Chrysler guettait l'occasion de devenir à sa place le second producteur d'automobiles américaines. L'argument aurait dû faire long feu, car une grève de 102 jours interdisait à Chrysler toute prétention de ce genre depuis 1950. Mais Reuther savait qu' « Henri II » cèderait sur le salaire garanti, comme il l'avait fait en 1949 sur la question des retraites.

Ainsi que Rheuter l'avait prévu, « Henri II » céda et, comme il avait cédé, la *General Motors* dut s'incliner, entraînant à sa suite les autres fabricants d'automobiles. Le problème, dit-on, n'est, cependant, pas résolu sur le plan juridique, car l'accord passé avec Ford contredit la législation du chômage dans une vingtaine d'Etats ; il y a du pain sur la planche pour les avocats et les procureurs.

L'issue du conflit n'est, bien entendu, pas douteuse et « Henri II » est traîné dans la boue par tous les industriels, grands et petits, du territoire de l'Union. Ils disent et font écrire qu'avec les 26 semaines de chômage payées par l'ex-employeur, le métier de « sans-travail » devient très lucratif : l'allocation de l'Etat représente environ 40 % du salaire moyen hebdomadaire ; si l'on y ajoute les 65 % de la contribution patronale, l'ouvrier bénéficiera pendant six mois de ses appointements intégraux. Dans ces conditions n'essaiera-t-il pas de passer la moitié de l'année à l'usine et l'autre moitié en vacances.

Les dirigeants de Ford et de la *General Motors* ont répondu que l'ouvrier américain est un grand consommateur. Plus de 45 % de son salaire sert au paiement des mensualités d'achats à tempérament. Or, le nombre des chômeurs américains oscille entre trois et trois millions et demi. En organisant une sorte de chômage par rotation (à condition que les résultats obtenus par les syndicats de l'automobile se généralisent), l'industrie ne gagnera-t-elle pas trois millions de consommateurs supplémentaires ?

A cet argument les moyens et petits industriels ont répondu que seules les très grosses entreprises pouvaient s'offrir de nouvelles charges sociales dont, au demeurant, le coût retomberait sur les consommateurs. En se prêtant aux exigences de Reuther, Ford et la *General Motors* n'ont fait, en réalité, que consolider leur suprématie en préparant l'élimination des producteurs plus faibles. Ils tuent l'esprit de libre entreprise, qui est à l'origine de la puissance économique américaine. Par leur faute, il faudra des circonstances exceptionnellement favorables pour que des hommes, partant de rien, comme le premier Ford,

lancent pour plus d'un milliard de dollars de voitures sur toutes les routes du monde.

Cette querelle ne nous intéresserait pas si Reuther n'était appelé à jouer un rôle de plus en plus grand dans la politique et si son intervention ne risquait d'être décisive dans les élections de 1956.

Henry G. Ritter, président de l'Association nationale des manufacturiers, a dit de l'accord Ford qu'il était « susceptible de compromettre sérieusement l'économie américaine, voire de conduire à un Etat socialiste et à une économie dirigée.

Sur la route de la Maison Blanche ?

Un des thèmes de propagande de Reuther est « l'action combinée » du travail et de la direction des entreprises dans des « conseils d'industrie ». Mais, ainsi que l'a fait remarquer Raymond Moley à *Newsweek* dès le 28 mars 1955, il sait très bien que lorsque les représentants du travail et de la direction s'asseoient autour d'un tapis vert pour discuter une question importante, ils sont assez vite en désaccord et cherchent un médiateur. Le médiateur tout indiqué est l'Etat. Aussi le contrôle de l'Etat sera un élément essentiel de la société qu'il rêve de fonder. Dans cette société, les représentants ouvriers ne s'occuperont plus seulement des intérêts de leurs commettants ; ils auront part à la direction des entreprises.

L'intrusion gouvernementale est une idée qui répugne encore à la mentalité américaine, mais elle peut lui être imposée comme lui a été le *New Deal*, au moins temporairement, si Reuther réussit à s'imposer aux chefs du Parti démocrate lors des campagnes électorales de 1956 ou 1960.

Or, rien n'est moins impossible, étant donné l'habileté du personnage et les complicités dont il jouit déjà dans de hautes sphères administratives, judiciaires, politiciennes même et sa volonté bien manifestée d'employer tous les moyens y compris la violence. La grève des Etablissements Kohler (Wisconsin) est à cet égard pleine d'enseignements ; des nervis, envoyés de Détroit, ont fait régner la terreur dans le personnel de Kohler. Nil les policiers, ni les juges n'ont marqué beaucoup d'empressement à faire cesser leurs exactions. Cette carence sous la présidence d'un ancien général, républicain de surcroît, est d'assez mauvaise augure pour l'avenir. Le jour où la Maison blanche sera occupée par un président démocrate, tenu par des engagements électoraux précis à l'égard des syndicats, les obstacles

semés par la loi Taft-Hartley contre les excès des grévistes seront renversés en un tournemain.

Mais déjà la question se pose : Reuther se contentera-t-il de la domination du Parti démocrate pour le chantage des voix électorales et des menaces de grèves ? Au fond de son cœur ne brigue-t-il pas déjà la présidence des Etats-Unis ?

A cette question, certains observateurs ont répondu qu'il n'ambitionnait pas une place élective, mais le pouvoir réel. Cette réponse n'est pas absolument satisfaisante, car une telle place, occupée par un tel homme, peut lui permettre de prendre le pouvoir le plus absolu.

A cet égard, il est une phrase qu'il convient de méditer. Elle a été prononcée par un habitant de Détroit devant un rédacteur de *Newsweek* qui, le 30 mai 1955, a cru devoir terminer son article sur elle :

« *Walter Reuther est l'homme le plus dangereux de Détroit parce qu'aucun ne provoque aussi habilement une révolution sans avoir l'air de bouleverser les formes existantes de la société.* »

Il ne faut évidemment pas prendre à la lettre tout ce que disent les adveraires de Reuther. Il nous paraît encore loin, bien loin du pouvoir. Mais nous devons tout de même observer ses faits et gestes,

La situation de l'Europe occidentale est singulièrement faible. Elle dépend étroitement de la force américaine. Rien de ce qui affaiblit ou divise l'Amérique ne peut nous laisser indifférents.

Les hommes du Kremlin auraient bien des tentations si par idéologie, ambition ou lâcheté le Parti démocrate laissait un syndicalisme révolutionnaire paralyser les Etats-Unis comme l'a fait Roosevelt en 1936 et 1937. Or, la maladie d'Eisenhower, les divisions du Parti républicain entretenues par des puissances occultes qui ne veulent à aucun prix d'une restauration de l'ordre aux Etats-Unis, ouvrent des perspectives pleines de dangers.

Dans une période de dissensions comme les démocraties en connaissent de temps en temps, les Soviets n'auraient-ils pas des moyens de pression sur Reuther qui a été incontestablement un de leurs agents il y a quelques années ?

Il se montre très gêné aujourd'hui par la publication de la lettre que son frère et lui ont écrite au ménage Bishop, en 1934, pendant leur séjour en Russie :

« *De toute ma vie, Mel* [Melvin], *disaient-ils, je n'ai jamais rien vu de si enivrant. Mel, quand un homme a vu ce qu'il est*

possible de faire lorsque les ouvriers arrivent au pouvoir, il ne se bat plus seulement pour un idéal, il se bat pour quelque chose de réel, pour quelque chose de tangible.

Continuez la lutte pour une Amérique soviétique. » (1)

Reuther a dit, depuis, pour s'excuser que cette lettre était « l'explosion d'un enthousiasme d'adolescent. » En fait, il avait alors passé l'âge de l'adolescence : il avait vingt-sept ans.

Pendant les grèves sur le tas de 1936 et cette année-ci encore, il n'a pas hésité à recourir aux méthodes de violence des communistes et à leurs troupes. La vérité est qu'il est, selon les termes de la *New-York Herald Tribune* en 1946, un « dangereux et malhonnête opportuniste », un « politicien sans scrupules ». Un simple fait le montrera : en 1946, lors de son élection à la présidence du syndicat de l'automobile, il eut comme concurrent un communiste, J. R. Thomas. Il posa à l'anticommuniste afin de piper le maximum de voix. Après la victoire, chacun s'attendait à le voir prendre des mesures pour écarter le chef de la faction communiste, Georges Addes. Bien au contraire, il grimpa sur l'estrade et proclama devant le congrès ahuri :

« *Maintenant, je veux tendre la main à Georges Addes... et lui dire que, tous les deux, nous pouvons unir cette organisation.* »

REUTHER A TUNIS.

Tel est le politicien qui, cet été, a fait un voyage circulaire en France, en Tunisie et en Israël.

A son arrivée à Paris, il a commenté sa victoire devant un parterre de journalistes et donné aux syndicalistes français des encouragements dont ils n'avaient guère besoin dans la situation assez critique où se trouve notre pays.

Mais sa visite à Tunis a un caractère plus grave. Il est allé voir le Bey, sans être accompagné par un représentant de la France ainsi que le veut le déshonorant traité d'autonomie interne, et s'assura que Sidi Lamine était acquis à l'instauration d'un « nouveau régime économique et de progrès social. »

Il ne s'en tint pas là et Force ouvrière a constaté qu'au cours de son bref séjour dans la Régence, le président du C. I. O., DÉBORDANT LE CADRE SOCIAL AVAIT ÉVOQUÉ CERTAINS PROBLÈMES POLITIQUES CONCERNANT L'AFRIQUE DU NORD. F. O. s'en étonnait d'autant plus qu'au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, il avait déclaré « n'avoir jamais fait, contrairement à ce qui a été avancé, de commentaires concernant la politique fran-

(1) *The American Mercury*, septembre 1955, p. 10.

çaise, mais seulement à l'égard de la politique américaine. Nous estimons, avait-il ajouté, qu'il s'agit là d'affaires intérieures françaises dans lesquelles toute immixtion étrangère ne pourrait être que condamnable. »

C'est l' « étonnement de F. O., du *Monde* et de quelques autres groupes démocratiques qui nous étonne.

Il n'a donc pas fallu attendre trois mois après le repli du drapeau français pour que la Tunisie reçoive la visite d'un dangereux agitateur et que nous n'ayions plus le moyen de l'expulser comme nous l'avons fait pour Irving Brown du Maroc.

La politique du « chien crevé au fil de l'eau » en Afrique du Nord n'a pas encore porté ses fruits les plus amers.

Georges OLLIVIER.

Les Conventions franco-tunisiennes signifient « l'évacuation continue » pour la France

Nos amis Américains nous pressent de résoudre les problèmes nord-africains sur le modèle des conventions franco-tunisiennes qui sont, paraît-il, un « succès ». En fait, personne ne connaît ces conventions dans le détail à part la phraséologie qui les entoura dont les envolées oratoires de M. July, avoué de métier et ministre par hasard de l'après-guerre. Nous gardons celle-ci parue au *Journal Officiel* : « *..Si la Tunisie cédait aux incombations de ces avocats d'un destin solitaire, peut-être entrerait-elle dans l'histoire ! Mais, comme le disait Paul Valery, c'est à reculons qu'elle y rentrerait !* » Prévenons M. July que les Tunisiens se fichent éperdument de Valery et de ses jugements. Puis la pédérastie est assez développée dans les pays musulmans pour ne pas craindre une entrée à reculons ! Et l'ineffable ministre termina son exposé à la Chambre par ces mots bien sentis : *Nous voulons, Mesdames, Messieurs, que l'autonomie soit un enrichissement et non un abandon !* » Rendez-vous, AVANT 5 ANS, avec MM. July, Mitterand (auteur de *Aux frontières de l'Union française*), Edgar-Faure, continuateur de la politique tunisienne de P.M.F., et Mme Lucie Faure qui lança l'idée dans un numéro de *la Nef*.

A l'intention de ceux qui ne connaissaient rien à la question (ou qui la connaissaient trop pour ne pas en admettre l'inéluctable aboutissement car il se pourrait que ce fut un plan prémédité — exactement depuis 1949 date de la réforme minière) nous dédions une partie de la meilleure étude faite sur les accords franco-tunisiens, de M. R. Herly dans l'*Afrique française*. Nous n'avons extrait que l'essentiel (à cause de la place) et c'est bien dommage car ce « spécialiste » possède la subtilité musulmane. Au moins, chacun sera averti.



Cette sourcilleuse commission (française) — pas plus que l'Assemblée d'ailleurs — ne s'est avisée de deux séries de faits.

Elle n'a pas vu que dans quinze années d'ici, les fils et les filles nés en Tunisie d'Européens non français, ne seront plus naturalisés français, mais recevront la nationalité tunisienne et qu'il en résultera à tout le moins un ralentissement dans l'accroissement du nombre des Français installés dans la Régence.

Elle n'a pas aperçu non plus la conséquence du retrait des fonctionnaires français. Ce retrait est échelonné : trois brigades de gendarmerie doivent partir tout de suite, cinq autres dans six mois, d'autres fonctionnaires, ou avocats, ou médecins, partiront dans dix-huit mois (1), deux ans (2), cinq ans (3), sept ans, (4), douze ans (5), etc. Sans parler des cheminots et de beaucoup d'autres. Les petits et moyens colons pourront-ils tenir ? Nous ne le savons pas encore et ils ne le savent pas non plus.

Ces hommes ne partiront pas seuls. *Ils emmèneront leurs familles.* Cela diminuera d'autant le nombre des Français installés en Tunisie. Mais ce n'est pas tout : les hommes vivent les uns des autres, le boulanger de ses ventes de pain au fonctionnaire, le dentiste d'une clientèle déterminée, le libraire des livres et journaux qu'achètent les hommes qui parlent sa langue, la couturière des robes qu'elle vend à leurs femmes, le répétiteur des leçons qu'il donne à leurs enfants. Le départ des fonctionnaires organisé par les conventions entraînera le départ d'un certain nombre de commerçants *et de leurs familles :* cela fera boule de neige.

Déjà les Israélies tunisiens émigrent. Ce sont des autochtones; et même les plus « occidentalisés » des autochtones. Le fait est gênant pour les promoteurs de cette situation (6).

(1) Ceux de la police rurale.

(2) Ceux de la police urbaine moins les chefs de service et sept commissaires.

(3) Ceux des tribunaux français.

(4) Le Directeur des douanes.

(5) L'Hôpital Charles-Nicolle deviendra tunisien.

(6) Si gênant que le Gouvernement tunisien prend *envers la France* l'engagement de réaliser une égalité *entre ses nationaux* quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse (art. 5 de la convention générale). Il y a là une singulière intrusion française dans l'autonomie interne. On a fait valoir à l'Assemblée nationale que l'émigra-

Ainsi donc, le nouveau régime franco-tunisien sera... une *évacuation continue.* Une évacuation continue, avec toutes les conséquences psychologiques et politiques qu'un tel état de choses comporte, pour l'Occident comme pour la France. C'est cela qu'on entend par « maintien de la présence française » ? Comme en Syrie, comme à Pondichéry, comme au Fezzan ?

*
* *

Nous gardons la défense de la Tunisie. Cela implique la police des frontières, surtout d'une frontière comme celle de la Libye, qui est parfois franchie par des émissaires ou des commandos. Une « zone de sécurité » a été établie sur la carte. Elle a dix kilomètres de profondeur en un point, et un développement de vingt-deux kilomètres le long de la côte. Quels sont nos droits sur cette zone et sur Bizerte, position-clef du monde occidental ?

Gibraltar, Malte, Singapour, Hong-Kong sont propriété britannique. Les présidios du Maroc espagnol appartiennent à l'Espagne en toute souveraineté. Pour nous il n'est question de rien du tout. Car le seul « droit » accordé au Haut-Commissaire de France est d'y « requérir » la police tunisienne et seulement dans les « cas exceptionnels ». Le passage de la frontière libyenne par des convois d'armes, tous les jours ou tous les huit jours, ou deux fois par mois, constitue-t-il un cas exceptionnel ? Si oui, nous requérons la police tunisienne. S'il constitue un cas « permanent » nous n'avons plus aucun droit de réquisition.

Nous aurions voulu tout au moins avoir un mot à dire lors de la nomination des caïds chargés d'administrer souverainement cette région. Nous l'avons demandé. Refus catégorique. Nous aurions voulu mettre à la disposition de ces caïds les contingents destinés à assurer les fonctions de police, afin d'assurer l'unité de leur recrutement et de leur formation. Nous nous voyons répondre à notre demande aucune objection de principe, mais que le Gouvernement tunisien se réserve d'examiner chaque cas particulier.

Quant à l'état de siège, il pourra être institué par décret de

tion des Israélites avait d'autres mobiles que la crainte et que le grand rabbin de Tunisie avait déclaré approuver les conventions. Il est évident que toute autre attitude de ce chef religieux suspendrait une terrible menace sur sa communauté.

S. A. le Bey, pris sur la proposition du Ministre de la Défense, c'est-à-dire du Général français, commandant en Tunisie ; *mais seulement* après avis d'un haut Comité, présidé par le Premier Ministre tunisien, entouré des « hautes autorités françaises et tunisiennes intéressées »... Supposons qu'un Premier Ministre ambitieux tente de se substituer à son Souverain, il lui suffira de ne pas réunir le Haut Comité ou de ne pas le présider ou encore il suffira que les « hautes personnalités » tunisiennes n'aient le désir ou le courage de s'y rendre, pour que l'état de siège ne puisse être décrété.

*
* *

La diplomatie n'est pas mieux gardée.

Sans doute l'article 4 déclare-t-il que « l'état actuel des choses demeurera ». Mais l'article 9 prévoit une représentation tunisienne auprès des organisations internationales, auprès de l'O. N. U. par conséquent (ce qui est une novation par rapport à « l'état actuel des choses »). Dans ce cas, la délégation tunisienne « se concertera avec la délégation française en vue d'adopter une position commune ».

Mais qu'arrivera-t-il si le « concert » ne s'établit pas ? Supposons que le Yémen juge bon de demander à l'O. N. U. de connaître des affaires d'Algérie. Est-il inimaginable que la délégation tunisienne ne considère un tel problème sous un autre angle que le nôtre?

Reconsidérons maintenant « l'état actuel des choses ». Nos négociateurs savaient-ils que cet « état actuel » comportait la présence d'ambassades néo-destouriennes permanentes à New-York, au Caire, à Tripoli, Damas, Bagdad, Karatchi, New-Dehli, Rangoon, Djakarta ? Sans parler d'ambassadeurs itinérants comme M. Salah ben Youssef qui est reçu par les chefs d'Etat et les Parlements et prétend représenter non seulement la Tunisie mais l'Algérie ? S'ils l'ignoraient, ils auraient dû le savoir.

Comme ils auraient dû savoir que dans les Etats totalitaires, les administrations officielles sont doublées par les administrations du parti, ce qui est précisément le cas pour les affaires étrangères de la Régence.

Or, en matière militaire, le parti ne se fait pas faute de doubler l'officiel par l'officieux : il dispose des fellagha, apparemment désarmés, mais traités en héros de la libération et dont les chefs encadrèrent M. Bourguiba lors de son entrée à Tunis. Il dispose aussi de ce que l'on appelle les « scouts » qui ne sont pas des gamins de huit à quinze ans, mais des gaillards de

dix-huit à vingt-cinq ans, athlétiques comme des champions de foot-ball, chaussés de neuf, vêtus de neuf, remarquables par la couleur de leur chemise et qui pratiquent dans les jardins publics, ce que nous appelons dans nos camps « l'école du soldat ». Il dispose de toute une organisation de transports automobiles, capables de concentrer dans la capitale des dizaines de milliers d'hommes venus souvent de fort loin.

Une diplomatie officieuse, une armée secrète, une police du parti, un tribunal occulte — le vieux Destour vient de s'apercevoir de sa « présence » —, des collecteurs d'impôts particuliers, un secrétaire général — M. Salah ben Youssef — qui est peut-être en dissidence, mais n'en garde pas moins ses thuriféraires, cela ressemble fort à un Etat totalitaire. Les conventions franco-tunisiennes sont muettes sur ces réalités. Il n'a rien été répondu à l'Assemblée nationale aux inquiétudes exprimées par M. Schmittlein à ce sujet.

Ainsi, chargée par le préambule de sa constitution de conduire la Tunisie à « gérer démocratiquement ses propres affaires » la quatrième République accouche d'un Etat totalitaire et panarabe.

*
* *

Si nous écrivons d'un cœur lourd, ce n'est pas non plus parce qu'il sera fait fi de nos avertissements. C'est parce que l'opinion publique française est saoûlée de mensonges, abrutie de slogans.

On nous rabâche les oreilles avec le « sens de l'histoire..., le courant de l'histoire ». Cette roue de l'histoire a les apparences d'une girouette. Elle tourne dans le sens de celui qui souffle le plus fort.

Ici apparaît un autre slogan ; celui de « la voie sans issue de la force »... Mais croit-on que Sidi Okba, parti d'Arabie, a conquis le Maghreb par des sourires ? Sa conquête fut-elle éphémère ? La force ne nous a-t-elle pas expulsé du Tonkin ? Osons regarder la vérité en face. Le 10 novembre 1952 M. Robert Schumann déclarait devant l'O. N. U. : « La terreur est toujours un procédé détestable. Elle ne sera jamais un argument contre nous. Ceux qui organisent la terreur discréditent irrémédiablement la cause qu'ils prétendent servir. » Les fellagha sont-ils « discrédités » ? Il n'y paraît guère.

*
* *

Toute cette phraséologie a cependant un but qui est d'enro-

ber, pour les détacher du texte obligatoire, les affirmations relatives à « la longue tradition qui unit la France à la Tunisie » ou encore « aux liens étroits et *permanents* d'amitié et de solidarité » existant entre les deux pays. Pour la même raison, l'article 6 de la Convention générale en est resté au stade de la velléité. Il y est dit que « dans l'esprit du préambule, les deux Gouvernements se proposent... de mettre à l'étude... le principe de l'accès des nationaux de chaque pays... à l'exercice des droits civiques dans l'autre pays... » Quand on se propose de mettre à l'étude un principe, c'est qu'on n'est pas pressé de passer à l'application. En réalité, tous ces mots ne sont qu'écran de fumée pour dissimuler les véritables intentions : le Néo-Destour entend marcher vers l'indépendance et non pas vers l'interdépendance; du moins pas avec nous.

XXX...

Nouvelles d'Amérique du Sud

Peron et sa Révolution

Peron a quitté la Casa Rosada ; les gens des beaux quartiers sont descendus dans la rue pour crier leur joie d'être délivrés du Tyran. Mais on a tué des ouvriers dans les faubourgs de Buenos-Aires et de Rosario. La foule bien habillée qui a envahi la Plaza de Mayo pour acclamer le général austère et très catholique qui venait de prendre le pouvoir avec la bénédiction du vieux cardinal Copello brandissait des pancartes où on lisait : « Vive la liberté », mais on arrête à tour de bras et les prisons seront bientôt pleines.

M. Alberto Gainza Paz peut offrir aux photographes des journaux new yorkais un visage qui s'épanouit d'aise : le général Lonardi lui rendra bientôt sa « Prensa ». Comment ne la lui rendrait-il pas ? Ne fut-elle pas, dès l'origine, la citadelle de la Résistance à la dictature et ne lui fut-elle pas précisément volée par ces sans-chemises qu'il s'agit, malgré tous les démentis et toutes les promesses, de mettre au pas ?

Aujourd'hui 17 octobre 1955 en ce dixième anniversaire du jour où les hommes et les femmes du peuple argentin, quittant leurs usines et leurs foyers, se rassemblèrent sur la Plaza de Mayo pour libérer de la prison où l'avaient enfermé les oligarques, le général des ouvriers, les blindés ont patrouillé dans les interminables rues du faubourg d'Avellaneda et les mitrailleuses étaient prêtes à ouvrir le feu sur les hommes qui seraient un peu trop tentés de se souvenir.

Que les gens de l'élégant quartier de Belgrano se rassurent, la Démocratie règne de nouveau en Argentine, les sans chemises n'ont pas bougé et leur règne insolent ne sera plus, bientôt, qu'un mauvais souvenir. Est-ce si sûr pourtant ? Peron n'aura-t-il vraiment été qu'un caudillo comme l'Amérique espagnole en a déjà tant vu, un « Homme à cheval » semblable à celui dont Drieu La Rochelle racontait la brusque ascension et l'amer échec dans le beau récit allégorique qu'il publiait en 1943, un mois après cette Révolution du 4 juin qui devait, un peu plus tard, porter Peron au pouvoir ?

Ce sont, il est vrai, deux destins curieusement parallèles que ceux de Juan Peron et de Jaime Tarijos et leurs figures se ressemblent étrangement. Il y a d'abord dans leur corps cette force et cette audace extraordinaire grâce auxquelles, écrivait Drieu, le jeune capitaine du régiment d'Agreda exerçait son pouvoir sur les hommes et sur les femmes. Qui nierait en effet que le peuple est infiniment sensible au prestige physique de l'homme qu'il s'est donné pour chef ? L'éclatant sourire et la vitalité sportive de Peron ont joué, à n'en pas douter, tout autant que la beauté d'Evita, un rôle qu'on ne saurait surestimer dans la Révolution qui s'est accomplie en Argentine. Ensuite, leur origine sociale est semblable; le capitaine bolivien et le colonel argentin appartiennent tous deux à cette petite bourgeoisie qui, dans sa lutte contre les grands, a toujours fait alliance avec le peuple dont elle est issue. C'est une révolution militaire victorieuse sur la caste des grands propriétaires qui ouvre aux deux soldats, avec l'appui populaire, la route du pouvoir et dans les deux cas, étonnante coïncidence, le vaincu s'appelle Ramirez. Tarijos voulait « briser les grands, émanciper les Indiens et refaire l'Empire Inca ». Peron voulait abattre l'oligarchie terrienne et financière qui, depuis un siècle et demi, régnait sur l'Argentine avec l'aide du capitalisme anglo-saxon, donner une conscience politique au prolétariat et fédérer L'Amérique latine sous le signe du nationalisme populaire.

Rude tâche dans l'accomplissement de laquelle ils se heurtent à la même opposition, à la même coalition de forces en apparence adverses, mais souterrainement unies dans la défense des même privilèges, l'Eglise Catholique et la Maçonnerie. A Buenos-Aires et à La Paz c'est le même entrecroisement d'intrigues sournoises où l'on voit les mêmes Pères Florida et les mêmes Docteur Belmez, d'abord faire la part du feu et composer avec le chef populaire, puis s'adresser des sourires et se faire des clins d'yeux complices dans le dos du Dictateur, provoquer enfin les désordres sanglants où trébuchera son pouvoir. Quelle frappante analogie, en vérité, entre cette révolte des indiens, chef-d'œuvre de l'habilité jésuitique de Florida, qui mettra fin à la carrière de « l'Homme à cheval » et la furieuse explosion anti-religieuse de juin, qui, à Buenos-Aires, sonnera l'heure de l'assaut de la réaction catholique et maçonnique contre le général des descamisados.

Enfin c'est, très vite, la même solitude dans l'exercice du pouvoir et la même lassitude quand vient la fin. Quand il s'est séparé des cavaliers du régiment d'Agreda, de la chaude fraternité des combats et de la camaraderie qui règne autour des

feux dans la nuit. « L'Homme à cheval » ne trouve que la solitude de son palais de La Paz, peuplée seulement par la haine craintive des grands et son amour impossible avec Camilla Bustameide. Il ne lui restera, pour finir, que l'amitié rêveuse et fidèle du guitariste qui nous raconte son histoire.

Peron n'échappera pas davantage à ce destin des chefs. Quand Eva Duarte aura rejoint le royaume des ombres, il sera tout à fait seul, seul devant les immenses foules de la place de Mai, seul au milieu des jeunes chefs syndicalistes qui l'admirent et croient en lui, seul parmi les jeunes filles que le sportif qu'il est resté jusqu'au seuil de la vieillesse aimera longtemps entraîner dans de folles courses d'automobiles.

Devant l'échec c'est aussi la même lassitude, presque la même indifférence. Quand « L'Homme à cheval » prend, pour une destination inconnue, congé de son ami le guitariste il semble s'être résigné au naufrage de ces rêves et sa voix, écrit Drieu, prend une « tonalité d'indifférence excessive ». Avec Peron c'est, après l'abandon du pouvoir, un lourd silence seulement interrompu par cette brève phrase « Je ne me mêle plus de cette affaire. »

L'histoire de Peron n'aura-t-elle donc été, comme celle du héros bolivien de Drieu, que l'histoire d'un échec ? Ne restera-t-il rien de ces dix années pleines de mouvement de jeunesse et de passion ?

« Ce n'était pas en vain que s'était levée sur la Bolivie la forme de Jaime Tarijos » écrit magnifiquement Drieu. Il n'est pas possible que les images mêlées de Juan et d'Eva Peron ne continuent d'éclairer longtemps encore le destin de l'Argentine. Ce pays aura, pendant près de dix années, offert le spectacle merveilleux et unique d'un homme et d'une femme, unis par les liens de la tendresse humaine, par la passion du pouvoir et par l'ardeur révolutionnaire, vers lesquels montaient l'enthousiasme et l'affection de tout un peuple. On n'avait pas vu cela depuis Ferdinand d'Aragon et Isabelle de Castille, ce couple de « Rois » durement attelés à l'achèvement de leur pays et à la création de son âme nationale, comment pourrait-on jamais l'oublier ? Quand on aura fait le compte des erreurs du peronisme, de ses réussites et de ses échecs, exactement pesée sa force et sa faiblesse, il restera de lui d'assez exaltantes images et ce n'est pas rien s'il est vrai que, selon la belle parole de l'Ecriture, « sans vision le peuple périt ».

Il restera l'image de tout un peuple, étranger dans son propre pays, écrasé et humilié par une féodalité terrienne et finan-

cière, se soulevant à l'appel d'une jeune femme, issue de lui, pour libérer l'homme qui devait lui redonner une Patrie.

Il restera l'image d'Eva Peron, les mains et le visage tendus vers les détresses dont elle recevait inlassablement les poignantes confidences dans le vaste bureau du ministère du travail où, tous les après-midi jusqu'à sa mort, elle fut au service des siens.

Il restera les images de l'enfance et de la jeunesse sauvées de l'abandon et de la misère, celles de la joie et de la douleur, un peuple en liesse acclamant Peron élu puis réélu à la Présidence de la République, une foule énorme écoutant la messe sous la pluie de l'hiver austral et priant pour la guérison d'Evita, un peuple en larmes et désemparé par la mort d'Evita.

Ce contact direct et constant, la chaleur de ces rapports humains, d'un peuple avec ceux qui le gouvernent, c'est cela qui aura donné au peronisme son visage original, c'est cela qui aura fait sa force pendant tant d'années.

Mais le peronisme n'aura pas simplement frappé vivement l'imagination du peuple argentin, il aura profondément agi sur sa conscience et il aura largement modifié ses conditions de vie matérielles et morales. C'est en cela qu'il aura été un mouvement vraiment révolutionnaire, qu'il n'aura pas été, comme l'ont souvent affirmé les marxistes de chez nous, un « caudillisme » comme les autres.

Avec le parti peroniste en effet les masses populaires ont fait, pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique du Sud, leur apparition en force dans la vie politique de leur pays. Certes, le Mexique de Cardenas et à un moindre degré, le Brésil de Vargas avaient précédé l'Argentine dans cette révolution, mais dans aucun de ces pays celle-ci ne connut l'ampleur et n'eut d'emblée les conséquences qu'elle eut en Argentine.

Avant le peronisme les masses populaires argentines n'avaient pas d'expression politique. Elles avaient tenté, sans succès durable, de se grouper pendant la présidence d'Hyppolite Yrigoyen, et la gauche classique représentée par le parti socialiste était sans influence réelle sur elles. Elles se trouvaient donc complètement à l'écart de la vie politique, le communisme, condamné à la clandestinité, étant sans forces et déchiré au surplus par la querelle des staliniens et des trotzkistes. Il en résultait que les classes possédantes étaient également les classes dirigeantes, et que derrière une façade de démocratie parlementaire et fédéraliste la vie politique était en réalité confisquée par une oligarchie d'où, sans doute, les rivalités de personnes, les luttes de tendances et les divergences d'intérêt n'étaient

pas absentes mais qui, à travers les à-coups provoqués par ces conflits internes, exerçait le pouvoir sans aucun contrôle populaire. Le parti peroniste changea tout cela ; appuyé sur un syndicalisme puissant et uni dont il finit par devenir l'instrument politique, il donna une conscience au prolétariat argentin, il lui révéla sa force, lui montra le rôle de premier plan qu'il pouvait avec la petite et moyenne bourgeoisie jouer dans la direction politique du pays et il lui donna les moyens de jouer ce rôle. Le peronisme a donc créé un fait social aux conséquences irréversibles qui est la promotion politique des masses argentines. Peron peut disparaître et son parti avec lui, il y a là un fait accompli et ne pourra plus désormais gouverner à Buenos-Aires sans en tenir compte.

Il aura d'autre part exercé une influence certaine et probablement durable sur l'évolution politique des autres états hispano-américains. Première manifestation en Amérique du Sud du socialisme national né en Europe, son ascension donna une impulsion très vive au nationalisme populaire hispano-américain. Juan Jose Arevalo, fondateur du parti d'action révolutionnaire guatemaltèque si brillamment liquidé par le colonel Castillo Armas et l'United Fruit, Paz Estenssoro, créateur du mouvement national révolutionnaire bolivien, Haya de la Forre, chef exilé de l'Action révolutionnaire péruvienne (A. P. R. A), le général Ibanez au Chili n'ont jamais caché ce qu'ils devaient à l'exemple de Peron. La rentrée en scène de Vargas elle-même, en 1950, s'explique dans une large mesure par le prestige du peronisme alors à son zénith et le succès actuel de son héritier Joao Goulart aux élections présidentielles brésiliennes, au lendemain même de la chute de Peron et un an après la mortelle défaite de Getulio est une preuve nouvelle de la force et de la popularité du courant idéologique auquel le peronisme donna tant d'éclat.

C'est cette force et cette popularité qui s'opposeront finalement à cette « remise en ordre » de l'Amérique latine par Washington dont parlait récemment Marcel Niedergang dans *Le Monde*.

Avec le peronisme le nationalisme anti-yankee a pris une vigueur nouvelle. Inspiré par les principes et instruit par les méthodes du socialisme national il a pris une signification révolutionnaire qu'il n'avait pas avant et qui va très au delà de la haine instinctive du « Gringo ».

Sous l'impulsion d'hommes aussi intelligents, énergiques et habiles que Paz Estenssoro, Kubischek et Goulard ce nationalisme révolutionnaire qui s'est jusqu'à maintenant traduit par une politique vigoureuse dirigée à la fois contre les grandes

compagnies « colonialistes » américaines ou britanniques et contre les oligarchies nationales, peut rapidement devenir le dénominateur politique commun de toute l'Amérique ibérique.

C'est certainement pour celle-ci le plus précieux héritage du peronisme que ce mouvement qui entrainera tot ou tard ces peuples vers une puissante fédération qui les émancipera des tutelles étrangères. La politique ébauchée par Peron dans cette direction et dont la première étape, presque atteinte, était la constitution avec les Républiques amies : Chili, Bolivie, Colombie, Paraguay d'une union douanière prélude à une union de caractère politique, ne peut manquer d'être pousuivie et elle constituera, si elle parvient à éliminer (par exemple au Venezuela) les politiciens à la solde du colonialisme yankee, la véritable remise en ordre du continent sud-américain.

Les faiblesses et les hésitations du peronisme, ne lui ont pas permis, il faut bien le constater, de surmonter les obstacles que l'on ne pouvait manquer de mettre en travers de cette politique et de vaincre les oppositions sourdes mais tenaces de ses nombreux ennemis.

La difficulté majeure du socialisme national est que, dans son combat contre le capitalisme, il s'est toujours privé des armes du communisme. Le peronisme a éprouvé durement cette difficulté et finalement elle a eu raison de lui. Pour gouverner Peron s'en est, au fond presque toujours tenu aux moyens de la Démocratie parlementaire. Les rares fois où il se laissa aller à user de procédés révolutionnaires c'est qu'il fut débordé par l'aile gauche marxisante de son parti et par la puissante C. G. T. Il est vrai que l'écrasante majorité dont disposait son parti au Congrès lui permettait d'imposer les réformes les plus radicales sans rencontrer d'opposition. Peron ne sut pas profiter jusqu'au bout de cet avantage. Ayant conservé une façade de Démocratie parlementaire, il semble parfois que son régime en ait conservé les faiblesses et les compromissions. C'est ainsi que Peron n'eut pas l'audace de réaliser cette réforme agraire qui aurait pourtant dû être l'un des objectifs essentiels de sa révolution et qu'au lieu de prendre en 1952 les mesures sévères qui lui auraient permis de surmonter la grave crise économique dont notre ami François Dauture analyse avec pertinence dans ce même numéro quelques-unes des causes, il louvoya pour désarmer l'hostilité des capitalistes argentins dont il avait commencé par rogner les ongles. Cet infléchissement de son régime vers la droite après la mort d'Evita, ce renoncement au radicalisme économique et social dont elle était le symbole, pour ménager les susceptibilités de l'Armée et du Clergé qui se posaient de plus en plus ouverte-

ment en défenseurs de la liberté menacée par le « totalitarisme » peroniste, ne lui furent d'aucune utilité.

Peron comprit trop tard que l'Armée, comme le montre à l'évidence l'histoire sud-américaine de ces dernières années, ne pouvait être une force de progrès, qu'elle ne pouvait être au contraire qu'une force profondément conservatrice hostile à tout bouleversement social. Il ne sut pas constituer à temps ces milices ouvrières qui tiennent en respect depuis trois ans les réactionnaires boliviens.

Peron crut, également à tort, qu'il pourrait se concilier les faveurs d'un clergé qui, un assez long temps, ne lui accorda en fait son appui que par tactique et par réaction contre le long règne des francs-maçons du parti radical.

Il faut bien dire que le clergé argentin, dont l'influence sur les masses populaires est généralement très surestimée en Europe par des commentateurs qui ignorent qu'il est atteint, dans son existence même, d'une grave crise de vocations sacerdotales, es, comme l'ensemble du clergé de langue espagnole, socialement très réactionnaire, systématiquement fermé aux idées les plus valables du monde moderne, et qu'au point de vue théologique il a toujours violemment soutenu les tendances intégristes les plus inacceptables.

Concentré à Buenos-Aires et dans quelques grandes villes de province dont Cordoba il montra finalement que ses chefs étaient plus préoccupés par les intrigues politiques de quelques universitaires travaillés par la démocratie chrétienne que par l'évangélisation des masses paysannes privées de prêtres et de plus en plus déchristianisées. A la longue le conflit devait forcément éclater entre l'Eglise et le peronisme, comme il aurait, en Espagne, depuis longtemps éclaté avec l'aile dynamique de la phalange et des syndicats si Franco n'avait décidé de priver celle-ci de sa révolution et de la neutraliser en réservant une place prédominante aux bourgeois démocrates chrétiens et conservateurs de l'action catholique.

L'Eglise d'Argentine croit-elle sincèrement qu'un parti démocrate chrétien attirera à lui les « descamisados » désemparés et humiliés par la défaite d'un homme qui est aussi leur défaite ? A-t-elle exactement mesuré les dangers qu'elle faisait courir au catholicisme en concourant au renversement d'un règne dont elle ne pouvait prétendre sérieusement, malgré un projet de loi sur le divorce dont tous les gens qui connaissent bien l'Argentine, diraient l'impérieuse nécessité, qu'il était antireligieux ?

N'est-il pas permis de penser que si elle a décidé de précipiter les événements, c'est qu'elle se sentait menacée dans les

privilèges que lui avait conservés le justicialisme, par le projet de loi portant séparation de l'Eglise et de l'Etat qui devait venir en discussion devant le Congrès ?

Mais si les « descamisados » refusent d'écouter des hommes qui, avant Peron, n'avaient pas su leur parler le langage de la justice et reportent sur le communisme l'espoir qu'ils avaient mis dans la révolution peroniste, l'alternative dont un jeune Argentin, M. Armando Puente, posait l'autre jour les termes dans « L'Heure française » : Catholicisme ou communisme, ne risque-t-elle pas d'être amèrement tournée en dérision par les événements d'un proche avenir ?

Jacques POILLOT.

Où va l'Argentine ?

Le mouvement insurrectionnel du 16 juin dernier était resté circonscrit à Buenos-Ayres et c'est une des raisons pour lesquelles il avait été rapidement et facilement réprimé. Mais, tout indiquait que ce n'était que partie remise et que les forces antagonistes ne tarderaient pas à se mesurer de nouveau car les raisons de crise subsistaient.

Elles résidaient principalement dans le fait que le général Peron et son gouvernement se heurtaient à des difficultés grandissantes et que les opposants avaient beau jeu de les exploiter. En politique, les erreurs psychologiques sont, probablement, celles qui se payent le plus cher. Il est indéniable qu'en arrivant au pouvoir, il y a bientôt dix ans, le général Peron avait de grands desseins. Il voulait rendre l'Argentine « libre, juste et souveraine », suivant la formule dont il fit la fortune. Il procéda donc à de profondes réformes sociales et s'attacha à libérer l'économie argentine de toute emprise financière étrangère. Projet louable en soi et qui fut réalisé dans ses grandes lignes, mais dont le succès durable ne pouvait être assuré qu'à certaines conditions qui ne furent pas remplies car il est devenu évident que Peron surestima les forces de l'économie et du peuple argentins.

L'adoption de réformes sociales aussi importantes et, d'ailleurs, pleinement justifiées, devait nécessairement entraîner des charges nouvelles. Ces dernières ne pourraient être supportées que si ces réformes avaient pour contre partie une production accrue dans de très notables proportions. Au cours des dernières années, conscient du danger, Peron a multiplié les appels à l'organisation et au développement de la production, mais il faut bien reconnaître que si les travailleurs de tous ordres, manuels, commerçants et fonctionnaires, ont accepté les avantages de la nouvelle situation, ils n'ont pas répondu, d'une manière suffisante ni même très appréciable, aux appels qui leur étaient faits. Peron et Eva Peron pour accéder au pouvoir et, plus tard, croyant consolider leur position, avaient fait un trop large emploi de la démagogie. Cette arme, comme il était

à prévoir, s'est retournée contre le régime. Les travailleurs argentins et les fonctionnaires en se bornant à accepter les bénéfices de la nouvelle situation qui leur était faite mais sans mettre aucun empressement à en assumer les charges, contribuèrent à provoquer ainsi un déséquilibre qui affaiblissait la position économique du pays et ruinait l'autorité du gouvernement. Il serait, d'ailleurs, injuste de mettre cette déficience au compte des seuls travailleurs manuels et fonctionnaires. Les étudiants de l'enseignement secondaire ont bénéficié, dans les dernières années, d'un très large appui du gouvernement qui les a dotés de beaux terrains de sport et d'avantages matériels de toute espèce. Mais les membres de l'association estudiantine (U. E. S.) en ont profité pour réclamer et, pratiquement, imposer un régime en vertu duquel ils pouvaient impunément manquer aux classes et abuser d'un traitement préférentiel pour leurs examens. Ce qui contribuait à faire encore baisser le niveau des études et à diminuer, par conséquent, la valeur des cadres futurs de la nation.

Le développement économique du pays s'est heurté à des écueils du même genre. Pour se passer du concours des étrangers, dans l'exploitation des richesses minières et pétrolifères, dans les chemins de fer, dans l'industrie automobile en particulier, l'Argentine, l'expérience l'a prouvé, manquait des ressources techniques et financières nécessaires. Les tentatives faites avec les seuls moyens nationaux s'étant soldées par des échecs, il a fallu faire appel à l'industrie et à la finance étrangères pour avoir des wagons et des locomotives et autoriser la société Kayser à s'installer à Cordoba, tandis qu'il fallait s'en remettre à la *Standard Oil* du soin de prospecter et d'exploiter les terrains pétrolifères de la Patagonie.

C'est cette situation générale et le malaise grandissant qui en est résulté qui ont été exploités par les adversaires du peronisme. Ils venaient de tous les secteurs de l'opinion ce qui leur donnait une grande force dans l'opposition. Contre Peron et son régime s'étaient liés, depuis le début d'une part, les membres de l'Union civique radicale, maçonnisants et judaïsants, les marxistes, socialistes et communistes d'autre part, une grande partie du patronat tenant à la haute finance, hostile en ce qui la concerne, dans sa quasi totalité, enfin les conservateurs, gros propriétaires fonciers, ceux que la propagande peroniste désignait du nom d' « oligarques ». A cette troupe, déjà nombreuse et fort hétéroclite, ne devaient pas tarder à se joindre les cléricaux, d'une façon relativement discrète au début et déclarée dans les derniers semestres. La question des rapports du gou-

vernement peroniste et de l'Eglise mérite, d'ailleurs, qu'on s'y arrête. L'Eglise a toujours joui d'une situation matérielle, sinon toujours morale, très importante en Argentine. Le clergé, le clergé régulier tout particulièrement, bénéficiait de nombreux privilèges de droit et de fait dont l'exemption d'impôts sur les biens ecclésiastiques n'était pas le moins appréciable. Peron consolida encore cette situation en faisant adopter, en 1947, une loi qui rendait l'enseignement de la religion catholique obligatoire dans les écoles. Mais l'Eglise, au cours des âges a toujours nourri un préjugé défavorable à l'égard des régimes qui prétendent instaurer un gouvernement fort. Dès avant 1950, l'opposition d'une partie du clergé était sensible et active. Elle ne fit que grandir lorsque, dans les dernières années, Peron voulut former politiquement la jeunesse argentine et organiser pour elle des terrains de sport avec des facilités de se réunir. Le clergé ne pouvait pas manquer de voir d'un mauvais œil cette tentative. L'Action catholique redoubla d'activité, beaucoup plus politique que religieuse, d'ailleurs. Elle essaya d'organiser des syndicats d'employés, de fonctionnaires, de professeurs catholiques en marge de la C. G. T. et en opposition avec elle. Enfin, la formation d'un parti démocrate chrétien, depuis longtemps à l'étude, parut, au cours de l'an dernier, à la veille de se réaliser. A ces manœuvres, Peron répondit par le fameux discours du 10 novembre 1954 où il dénonçait l'intrusion abusive d'une partie du clergé dans la politique du pays. L'Eglise argentine se solidarisera avec les membres du clergé et de l'épiscopat que Peron avait nommément désignés et les relations ne tardèrent pas à s'envenimer. Campagnes de tracts et de nouvelles qui n'étaient pas toujours vraies d'une part ; des mesures policières, de l'autre. Des curés, en chaire, criaient à la persécution, ce qui leur valait, parfois, d'être arrêtés et emprisonnés pour être, d'ailleurs, presque toujours relâchés au bout de quelques jours ou même de quelques heures. Peron, de son côté, suspendait puis supprimait l'enseignement religieux dans les écoles et faisait adopter une loi soumettant, du point de vue fiscal, les biens de l'Eglise au droit commun. Les catholiques organisaient des manifestations publiques dont le caractère politique n'essayait plus de se dissimuler. Il est évident que, dans les derniers mois surtout, le poids du clergé argentin a été décisif dans la lutte, et c'est, en particulier, à son influence sur de nombreux chefs militaires que le dernier mouvement a dû son ampleur et son succès, tout au moins provisoire.

Car cette bataille pour la « Liberté » a été, pour le moment, gagnée par les conservateurs et les représentants de la réaction

tant sociale que religieuse. C'est grâce à une révolte militaire du plus pure style sud-américain que l'opposition si disparate que nous avons dénombrée plus haut a réussi à l'emporter. Mais comment va-t-elle exploiter son succès ? Dans les premiers jours, les représentants de l' « oligarchie » ont triomphé bruyamment et, dans le métro, par exemple, des tricoteuses endiamantées ont brisé avec rage les bustes abhorrés d'Eva Peron. Le clergé et les catholiques ont chanté victoire comme leurs alliés maçons, juifs, démocrates et marxistes. La presse étrangère, interprète exclusive de la « Conscience universelle », a fait chorus. Mais il n'a pas tardé à devenir évident que l'entente des conjurés était bien fragile. D'autant plus que la grande presse des travailleurs ne participait pas à ces manifestations de joie. Son attitude constitue même une des grandes inconnues du moment. Le nouveau gouvernement l'a bien compris qui, dès le premier jour, a déclaré et répété ensuite qu'il ne serait pas porté atteinte à la législation sociale, allant même jusqu'à assurer que le journal la *Prensa* resterait la propriété de la C. G. T. Et chaque heure qui passe souligne le paradoxe de la situation. Comment s'imaginer, en effet, que les radicaux, maçons et marxistes se soient battus pour voir l'enseignement religieux redevenir obligatoire et l'Eglise réoccuper avec ostentation toutes ses anciennes positions et récupérer les privilèges dont elle jouissait ? Comment penser que le Docteur Gainza Paz et la haute finance dont il fait partie acceptent que la *Prensa* ne redevienne pas sa propriété ? Il faut joindre à cela que la dernière insurrection n'a pas eu de profondes racines populaires. Elle a été un règlement de compte entre militaires fidèles à Peron et militaires sous l'influence du clergé et des grands bourgeois et propriétaires fonciers. Mais une grande partie des classes moyennes, la presque totalité des ouvriers groupés dans les syndicats n'a pas eu son mot à dire et, jusqu'à nouvel ordre, ne se sont pas prononcées. Il peut suffire d'une mesure maladroite pour que cette réserve se tourne en hostilité déclarée. D'autant plus que la position des vainqueurs est en porte à faux. Les milieux conservateurs reprochaient à Peron son manque de souplesse à l'égard de Washington et c'est un de leurs représentants qui a assumé la tâche de déclarer que le traité prévu avec la *Standard Oil* ne serait pas ratifié. D'une façon générale, les adversaires de Peron donnent l'impression de s'imaginer que, lui parti, tout pourrait recommencer comme avant. C'est à dire que le destin du pays serait remis, périodiquement, aux intrigues des politiciens et aux sautes d'humeur des généraux ; ce qui assurerait ce rotativisme lucratif qui permet à un plus grand nombre de

personnes de bénéficier de leur passage. C'était une tradition, mais ne subira-t-elle d'altération ? Car il ne faut pas oublier que le régime peroniste a suffisamment duré pour donner aux travailleurs conscience de leur force et une organisation capable de la faire craindre. Il est clair que l'existence de ce troisième larron complique beaucoup la situation. Silencieux jusqu'à présent, incapable de tenir tête aux militaires dans les combats de rue, il peut prendre sa revanche en désorganisant, par des grèves et des troubles sociaux, la vie économique du pays. Car on ne fait pas marcher les trains à coups de mitrailleuse. C'est un danger d'autant plus grave qu'avec ses distances énormes, l'Argentine dépend, plus que bien d'autres pays, de ses communications et moyens de transport pour le ravitaillement de ses grandes agglomérations. La C. G. T. risque de se trouver ainsi en mesure d'exercer un chantage qui empêchera l'équipe actuellement au pouvoir d'appliquer son programme et, ce qui est plus grave encore, de satisfaire les appétits de ses partisans et ceux de ses alliés d'un moment. Dans ces conditions, il faudrait prévoir une période de désordre et d'anarchie avec le risque de voir la situation économique devenir catastrophique. Un tel état de choses, à y bien regarder, ne pourrait profiter qu'au communisme dont on aurait tort de méconnaître le danger qu'il représente pour l'Argentine comme pour tout le continent sud-américain. De ce point de vue déjà, le Brésil et le Chili ne sont guère sûrs. L'Argentine de Peron constituait un barrage qui, jusqu'à présent, s'est révélé efficace. Mais, après le départ de Peron, on cherche vainement parmi les personnalités de l'ancien régime qui sont remontées à la surface, un homme de sa taille et de sa carrure. Il les dominait tous comme il dominait les autres gouvernants des pays d'Amérique du Sud.

Mieux et plus vite que beaucoup d'autres, en effet, il avait su comprendre qu'avec le développement et l'industrialisation du pays, les travailleurs étaient appelés à jouer un rôle grandissant et qu'il serait fou de songer à gouverner sans s'être assuré une large base populaire. Il a eu et il conservera, quoi qu'il arrive, un double mérite. Celui d'avoir essayé de conjuguer la tradition autoritaire de Rosas avec la tradition sociale d'Hippolite Irigoyen, dont le souvenir est encore si vif en Argentine. Celui aussi d'avoir eu le courage, dès 1947, de se libérer du dilemme Moscou ou Washington en montrant qu'il y avait dans le monde d'autres forces qu'il suffisait d'organiser pour constituer un troisième facteur capable d'échapper à l'influence des deux an-

tagonistes qui prétendent se disputer la domination de la planète.

Mais, Peron est tombé. On le dit désabusé; il aurait de bonnes raisons de l'être.

Toutefois que ses adversaires bourgeois et cléricaux ne triomphent pas trop vite car il pourraient être les mauvais marchands d'une opération qui, du fait de leur aveuglement et de leur incapacité, tournerait alors au bénéfice du communisme.

Ce ne serait pas la première fois...

François DAUTURE.

Les Livres du Mois

Félicien MARCEAU : *Les élans du cœur* (Ed. Gallimard).

On croit parfois que seuls les caractères forts connaissent les ébranlements de la passion. Ce n'est pas vrai. C'est souvent dans le vide d'une âme qu'une passion griffe le plus fort, distille ses rêves les plus tenaces et provoque ses plus grands éclatements. *Les élans du cœur*, dit avec quelque ironie et tendresse Félicien Marceau pour désigner ces pauvres attachements d'êtres sans possibilités d'expression.

Dans une maigre banlieue, dans une antique maison délabrée survit une famille : M. et Mme de Gaugrand ; Denise, leur fille ; Minon, ancienne demoiselle de compagnie dont on ne sait plus bien le rôle, à la fois amie et gouvernante. Dans cette famille pour qui la vie a toujours paru comme un dérangement et une pénible obligation, Denise s'est réfugiée dans une somnolence sans fissure. Vendeuse chez un antiquaire, elle en devient la maîtresse silencieuse. Sacrifiée à la tranquillité du ménage, elle retourne sans cesse, sans révolte, sourdement aimantée, devant la vitrine de son magasin. Le père la séquestre, une intervention lui permet de fuir, mais elle n'a rien à faire de la liberté, le goût du sommeil est le plus fort, elle revient s'enfermer.

Il y a beaucoup de veulerie dans ces personnages mais, en grand romancier, Félicien Marceau ne les méprise pas. Ne pouvant faire l'effort de volonté qui les arracherait à leur rêverie sans fin, le père et la mère n'en conservent pas moins une grande dignité. Sous son apparente résignation, c'est de ne pouvoir se résigner à perdre ses rêves que meurt leur fille. Malhabile à vivre, tiraillée entre deux rêves qui se détruisent l'un l'autre, elle suit son idée avec un très grand acharnement. Le malheur veut que cette idée soit un bonheur qui n'a rien à voir avec l'activité habituelle des hommes. Rarement on avait mieux dépeint la vacuité des âmes, le bercement de soi-même, le béguinage misérable !

Félicien Marceau mène son bref roman avec beaucoup d'habileté. Ironique, précis, il suit à mi-voix la ligne extérieure d'un récit en laissant l'imagination courir librement sous les mots. Il y a un goût de raconter qui se traduit chez le lecteur par un goût d'imaginer d'une autre nature que le plaisir de la seule histoire lue. Lorsqu'on imagine tout le roman des errances quotidiennes de Mme de Gaugrand à travers Paris, dont pas un seul mot ne nous est dit, ce n'est pas seulement un nouveau roman que l'on entame mais un passionnant dialogue avec soi-même.

C'est la même voix qu'à la fin l'on retrouve lorsque le récit nous laisse magnifiquement sur une vie qui continue après la convulsion de l'*histoire* contée, sur les élans tronqués qui cicatrisent, sur la misère des décors et le mouvement des saisons.

C'est un bel et bon roman qu'il faut lire.

*
* *

SAINT-PAULIEN : *Double-Cœur* (Editions Plon)

Il n'est pour certains d'autres manières de pouvoir parler de ce qui les écœure et les blesse que de le mêler insensiblement et comme à petites doses à ce qu'ils aiment très fort. Saint-Paulien doit être de ceux-là : Pour pouvoir nous conter les remous de la guerre et de la libération dans une petite ville de France, il a écrit un roman sur le rugby. Et cela nous a valu, après son beau *Soleil des Morts*, ce *Double-Cœur* qui a maintenant quelques mois, mais sur lequel nous voulons revenir.

C'est un de ces romans que l'on appellerait volontiers « à cheval » : l'action galope, vous emporte, les sabots claquent, l'air qui passe vous étourdit, la lecture vous monte le sang aux joues. A La Bastide, chef-lieu du Haut-Allier, petite ville avec laquelle toute ressemblance ne serait que le fruit du hasard, le jeune Double-Cœur fait ses années d'apprentissage. Son surnom, il ne le doit pas à des aventures galantes mais à son extraordinaire résistance aux fatigues du rugby. C'est en effet le rubgy qui sera son maître. C'est aussi lui qui donnera son unité au roman. Celui-ci s'ouvre sur le récit d'un match, se ferme sur la description d'un autre. Mais entre-temps, parmi les séances d'entraînement et les démêlés des clubs, s'est glissée une autre image de la vie de la petite ville. Gilbert Julliange, aidé de ses camarades d'équipe, aura eu le temps de découvrir un autre monde que celui du Lycée, d'autres noirceurs que celle du Censeur. Il découvrira comment son père est mort, non pas victime d'un accident, mais abattu aux derniers jours de l'occupation ; il entrera peu à peu dans les secrets des épurateurs au passé trop chargé, se débarrassant de témoins gênants; il apprendra enfin de la bouche de celle qu'il jouait à la fois à aimer et à soupçonner que les vraies tragédies sont toujours trop lourdes pour un faux sentiment ou une seule tendresse de jeune homme.

On croit deviner que c'est la présence du jeu qui donne à Saint-Paulien le courage de nous conter d'une voix égale et parfois gouailleuse ces scènes d'une vie provinciale dont nous reconnaissons trop de traits. Sous sa plume, Double-Cœur devient avec son équipe un de ces jeunes héros des livres de notre enfance qui avec ses amis partaient délivrer des prisonniers, découvrir des trésors ou empêcher de plus grands forfaits. C'est *Emile et ses détectives* revenus pour permettre de conter une histoire qui sans eux serait peut-être trop ignoble.

Ce livre — s'il n'est peut-être pas un beau roman — est à coup sûr un bon roman. L'auteur sait sans ménagement attraper une histoire par l'oreille et l'emmener tambour battant, la tirant, la poussant, jusqu'à son terme. Il fait preuve d'une de ces imaginations à la diable, drue, vivace, qui sait filer, musarder, puis repartir bon train. Ce n'est pas l'*Education sentimentale*, mais il y a bien là quelque chose des *Années d'apprentissage de Wilhelm Meister*. Ce

n'est pas Stendhal mais — et l'on voit en passant toute la différence — un peu le Giono du *Hussard sur le toit*, un de ces romans pleins de départs à l'aube, d'amitié quand même au milieu des désastres, de solitude et d'entêtement.

C'est un de ces livres somme toute assez rares qui, même dans l'histoire la plus sombre, vous aide à deviner à nouveau ce que peut être la présence du bonheur.

***

SAINT-LOUP : *Renault de Billancourt.* (Ed. Amiot-Dumont).

Certains grands romans sont nés de chroniques anciennes ; voici une chronique de notre temps qui est déjà tout un roman. Depuis le petit atelier dans un bout de jardin de Billancourt jusqu'à l'énorme usine aux trente mille ouvriers que ne parvenait plus à dominer le cerveau d'un seul homme, c'est toute la vie de Louis Renault que Saint-Loup entreprend d'animer.

Pour les garçons qui ont trente ans aujourd'hui, le nom de Louis Renault — qui ne se confond pas avec celui de la Régie — évoque une certaine forme de voitures caractéristiques de l'avant-guerre, les conversations des parents, des bribes d'histoires, toute une mythologie où se retrouvent les récits de théâtre, les photographies de vedettes en Vivastella et, sur la Tour Eiffel, les lettres de Citroën dominant la nuit de Paris. Pour ceux-là, il est tout à fait passionnant de voir la grande lumière enfin braquée sur ces souvenirs : l'histoire se reconstitue et sort de l'ombre.

On voit le cancre aux mains noires bricoler sans cesse dans son atelier, au désespoir de ses parents, prouver déjà son extraordinaire habileté technique en mettant au point le changement de vitesse à prise directe dont l'exploitation du brevet beaucoup plus tard apportera sans cesse de l'argent frais à la gigantesque entreprise. Les courses et les victoires apportent la notoriété à la marque nouvelle. Le « patron » domine tous les coups : la mort de son frère Marcel, la guerre, les grandes grèves qui accompagnent l'introduction des méthodes taylor de chronométrage, les remous de 1936. Sans prouesses techniques, avec son seul génie de constructeur et d'artiste, Louis Renault impose au monde sa personnalité prodigieuse et presque difforme.

Dominant de très haut son récit, Saint-Loup non seulement dégage l'essentiel de l'expérience Renault (horreur des banques, réinvestissement immédiat, grand éventail des salaires) mais dresse toute une vue panoramique de l'époque. La vie qui se dégage de l'ensemble est irrésistible. Le parallèle avec Citroën, admirable : ici une république fondée sur la tape dans le dos, la publicité, le mouvement des banques, l'étonnement d'une seconde toujours à retrouver ; là un empire qui repose sur l'autorité, la continuité, le travail obscur, le sérieux de la fabrication et la satisfaction de la clientèle... Jusqu'à

la péripétie finale, on suit le récit avec un intérêt haletant. D'une volonté tournée à l'autoritarisme absolu, Louis Renault conduit son empire et tente de le préserver des menaces de la nouvelle guerre ; il enrage de sentir les décisions se perdre dans une immensité industrielle née pourtant de son premier enthousiasme solitaire. Et il sera encore maître de la presque totalité de son domaine lorsqu'il tombera victime d'une conjuration obscure. De ce point de vue le mérite du livre de Saint-Loup est grand, de jeter enfin un peu de lumière sur cette tragédie d'envie et de haine presque enfouie dans l'effroyable époque de 1944.

Tableau d'une époque, peinture d'un caractère déformé par l'excès d'une puissance qui ne connaît pas de limites, le livre de Saint-Loup se lit comme un passionnant roman. Les forces sociales s'affrontent, les héros sont broyés, mais on se sent à la fin une irrésistible sympathie pour l'homme qui, malgré une si brutale réussite, a conservé une *réalité* telle qu'il apparaît au naturel comme un personnage mythique. Ce n'est plus tout à fait un homme comme les autres : c'est le *héros de roman* exemplaire.

Cela est aussi tout à l'honneur de la profonde vision romanesque de l'excellent livre de Saint-Loup.

Bernard Vorge.

*
* *

THE WORLD AND THE ARISTOCRAT, par Charlotte Hunnewell MARTIN (Richard R. Smith, Rindge, New-Hampshire, E.-U.)

Il est inattendu de voir paraître dans un pays où la haine de la société aristocratique a été érigée à la hauteur d'un dogme un livre sur le rôle bienfaisant de la noblesse dans la civilisation et le développement des arts. Cet ouvrage est, d'ailleurs, particulièrement flatteur pour la France, car Charlotte Martin estime que dans aucun autre pays l'influence aristocratique ne s'est fait sentir d'une façon aussi heureuse que chez nous.

Son livre est une excellente histoire de l'influence civilisatrice des femmes sur les rudes chevaliers du Moyen âge et de celle des salons littéraires, de la Renaissance au Second Empire. Miss Martin parle avec une égale objectivité des auteurs chrétiens du XVIIe siècle et des philosophes du XVIIIe. Elle montre d'une façon pertinente que la Révolution a détruit la civilisation la plus raffinée, la plus délicate que la France et peut-être le monde aient jamais connue ; elle insiste avec raison sur ce fait que les êtres qui avaient si bien appris à vivre et qui savaient si bien prendre sur eux, ont su mourir avec élégance. « Noblesse obligeait. »

Le XIXe siècle a vu naître de nouveaux salons : celui de Madame Récamier et, plus tard, celui de la princesse Mathilde, mais Charlotte Martin note avec raison qu'aucun n'a retrouvé le ton des salons de l'Ancien Régime. Le charme était rompu.

Nous souhaitons un grand succès à ce livre : il est écrit d'une façon charmante ; il fait grand honneur à la France réelle (celle que les manuels d'histoire veulent faire oublier) et nous distrait un peu des laideurs de la politique.

*
* *

L'ENIGME DES ORIGINES DE LA GUERRE (*The Case of Tyler Kent*), par John Howland SNOW (Domestic and Foreign Affairs, New York.)

Il est un procès qui a passionné l'opinion américaine, les années dernières : celui de Tyler Kent, employé au service du chiffre de l'ambassade des Etats-Unis à Londres.

Si l'on en croit le sénateur Brigdes, du New Hampshire, Kent aurait été impressionné par le message suivant que Churchill faisait transmettre à Roosevelt à la fin de 1939 :

« *Je suis à moitié américain, donc la personne toute désignée pour collaborer avec vous. Il est évident que nous voyons les choses du même œil. Si je devenais Premier Ministre de la Grande-Bretagne, nous pourrions dominer le monde.* »

D'autres messages du même ton suivirent ; ils étaient rédigés dans le code secret américain. Avant que le sénateur Shipstead se demandât comment un ministre anglais pouvait connaître le code américain, et dans quel but, Kent pensa que la source du pouvoir se trouvant au Congrès, (représentant le peuple en démocratie) ce dernier avait le droit de connaître les tractations louches de l'Exécutif (même celles de son chef) ; il résoulut donc de copier les télégrammes de Churchill afin de les expédier à des sénateurs.

Cette doctrine, bien qu'elle ait été défendue par d'éminents parlementaires des Etats-Unis, nous paraît pleine de périls, mais, en admettant même que Kent fût dans son droit, ainsi que l'a déclaré le consul américain à Londres, et qu'il ait seulement péché par maladresse, il commit une autre imprudence : il entretint des relations avec une Russe blanche ; la police anglaise, qui avait probablement eu vent de l'affaire des messages, l'accusa d'en avoir fait transmettre aux Allemands par l'intermédiaire de la Russe, perquisitionna à son domicile (mai 1940) et demanda la levée de son immunité diplomatique.

L'ambassadeur Kennedy se trouva fort embarrassé. Trois ans plus tard, il devait déclarer que l'affaire aurait pu « causer beaucoup de dégâts » ; Kent avait découvert des faits que « ni le gouvernement américain ni le gouvernement anglais ne tenaient à voir divulguer ».

De nombreux américains estiment qu'il fallait rappeler Kent à Washington ; Outre-Atlantique, l'opinion voit toujours avec défaveur un compatriote jugé par un tribunal étranger ; tout comme le citoyen romain, le citoyen américain doit être jugé par les tribunaux de son pays. Mais Kennedy craignit de rendre les relations anglo-améri-

caines délicates et livra Kent à la justice anglaise qui le condamna à sept ans de prison.

Avant même de revenir aux Etats-Unis à l'expiration de sa peine, il essaya de se faire rendre justice par la Cour Suprême de Washington, mais cette dernière, qui ne tenait pas à lever le voile dissimulant une phase discutable de la politique de Roosevelt, refusa d'appliquer un article de la Constitution et Kent, à son retour, fut l'objet d'une campagne de presse qui étouffa l'affaire.

Ses amis (ils sont nombreux) restent indignés que, dans un temps qui était encore celui de la paix pour les Etats-Unis, un diplomate *américain* ait pu être condamné pour violation d'une loi *anglaise* ; la loi invoquée ne pouvait couvrir le « vol » de documents *américains*. La procédure suivie, a déclaré la *Chicago Tribune*, était en violation flagrante de la constitution américaine. La copie de documents n'était, d'ailleurs, pas un délit prévu par les lois de l'Union. Enfin, Kent a nié toute communication avec l'ennemi. La police anglaise a seulement *supposé* qu'il l'avait fait et les témoignages obtenus sur ce point ont été littéralement extorqués.

Ces arguments juridiques sont pour les Français d'un intérêt secondaire et nous n'avons fait écho à ce procès qu'en raison de son intérêt historique.

Moins d'un an après la condamnation de Kent, le 12 novembre 1941, Henning écrivit au *Washington Times Herald* que les télégrammes de Churchill visaient la loi Prêt et Bail, la loi Johnson sur les prêts à l'étranger et la loi de Neutralité. Ils auraient mentionné les encouragements donnés à Bullitt et à quelques autres pour pousser la France et la Pologne à la guerre.

Kent a déclaré les termes de cet article exacts. Il a même ajouté quelques jours plus tard : il manque seulement de précisions dans le détail. Il a enfin écrit au sénateur Barkley qu'il était en mesure de résoudre l'énigme des origines de la guerre.

On conviendra que c'est un point d'un rare intérêt. Mais c'est précisément pour cette raison que les télégrammes ont été si bien enterrés.

M. Churchill ne tient peut-être pas non plus à ce que ses compatriotes sachent dans quelle mesure il s'est appuyé sur Roosevelt pour renverser M. Chamberlain et prendre la direction de la politique de guerre.

*
* *

Sisley Huddleston : FRANCE : *The Tragic Years* — 1939-1947. (The Devin-Adair Co, New-York).

Les Américains, même les plus anticommunistes et les plus convaincus de la malfaisance de la politique rooseveltienne en Europe, ignorent tout des conditions dans lesquelles la France a vécu sous l'occupation et des événements tragiques qui ont suivi la Libération. Ils croient sincèrement que le Maréchal était un militaire ambitieux

et sénile qui s'est prêté à toutes les fantaisies de l'occupant par ignorance, faiblesse ou soif du pouvoir.

Comment pourrait-il en être autrement, d'ailleurs ? La grande presse d'Outre-Atlantique a reproduit avec une complaisance inlassable, pendant des années, les comptes rendus grossièrement tendancieux, des procès de « collaboration ». Ces temps derniers, le Maréchal a bien trouvé quelques timides défenseurs, mais ses amis n'en ont jamais eu et les événements de la Libération n'ont trouvé d'écho que dans de brefs articles de *The Freeman* et de *Human Events*.

Le silence vient d'être enfin rompu par un journaliste d'origine anglaise : Sisley Huddleston.

Huddleston était particulièrement qualifié pour écrire son livre : correspondant en France du *Times* et du *Christian Science Monitor*, il a vécu très longtemps dans notre pays, acquis la nationalité française et est resté au milieu de nous pendant l'occupation.

Au début de 1943, il a été reçu en audience par le Maréchal qui lui a longuement expliqué les raisons de son attentisme ; il a parlé à différentes reprises, avec un certain nombre de ses collaborateurs Il a été ainsi mis à même de connaître toutes les difficultés d'un gouvernement dont il défend, d'ailleurs, avec beaucoup de pertinence la légalité et de pénétrer toutes les nuances de l'opinion publique entre 1940 et 1944. Sans doute porte-t-il sur Laval, Philippe Henriot et Darnand des jugements qui ne nous semblent pas exempts d'injustice, mais il ne faut pas trop demander à un Anglais. Ce qui nous importe, c'est qu'il expose avec une parfaite objectivité le drame de Mers-El-Kébir et l'histoire de la mission du Professeur Rougier, qu'il porte sur Churchill ce jugement cruel : il n'avait pas confiance dans le Maréchal et n'aimait pas de Gaulle. Son incompréhension du caractère français et de la position du gouvernement de Vichy, sont la cause de beaucoup d'erreurs dont les conséquences ont été tragiques.

Huddleston consacre enfin de nombreuses pages au récit de la Libération. Elles sont telles que nous souhaitions de les trouver sous la plume d'un homme qui a été lui-même arrêté en même temps que sa femme. Elles ne laisseront pas d'impressionner les Américains qui sont très attachés au formalisme judiciaire et qu'une longue paix sociale laisse ignorant du terrorisme. A ce qu'il a vu et entendu il ajoute quelques-uns des renseignements recueillis par M. Jean Pleyber et c'est fort heureux, car il y a des noms, des dates et des chiffres qui doivent être connus hors de France.



Chesly Manly : *The Twenty-Year Revolution* (From Roosevelt to Eisenhower). — Henry Regnery C°, Chicago.

Il semble que, maintenant, tout ait été dit et écrit sur les colossales bévues de Roosevelt et de Truman. Il n'en est, cependant rien : presque tous les ouvrages récemment publiés chez Devin-Adair, à

New-York, et Regnery, à Chicago, apportent de nouveaux renseignements qui donnent à la politique pro-soviétique suivie par les Etats-Unis entre 1933 et 1950 un aspect plus imbécile et criminel.

A cet égard, le livre de Chesly Manly : *The Twenty-Year Revolution* (vingt ans de révolution) n'est pas fait pour décevoir les amateurs d'informations inédites. En le feuilletant, on aperçoit tous les noms déjà connus des fossoyeurs de l'Europe et de l'Asie : Harry Hopkins, Owen Lattimore, Lauchlin Currie, Alger Hiss, le général Marshall, Dean Acheson, face à face avec ceux qui ont vainement tenté d'établir un barrage : les sénateurs Taft, Jenner, Mac Carran, Mac Carthy, le général Mac Arthur et Edgar Hoover. Mais on comprend bien vite qu'un coup d'œil superficiel est insuffisant : chaque page mérite d'être lue attentivement, le crayon à la main.

Il faut, par exemple (un exemple entre dix), méditer l'interrogatoire de Miss Bentley par le sénateur Eastland à la Commission des activites anti-américaines, le 14 août 1951 ; on ne peut pas ne pas rester stupéfait de la façon dont, grâce à la complicité de hauts fonctionnaires américains, Staline a fait adopter par Roosevelt le plan dit Morgenthau, pour que l'Allemagne ne puisse plus contribuer à la protection du monde occidental.

La politique suivie à l'égard du Japon a été inspirée par la même servilite à l'U. R. S. S. et le détail des manœuvres faites à Washington pour retarder l'arrêt des hostilités avec le Japon afin de laisser le temps aux Soviets d'entrer dans la guerre, mériterait une étude détaillée.

Mais pourquoi faut-il qu'un ouvrage qui ouvre tant de perspectives si intéressantes finisse par une note si désagréable aux oreilles des Français ? Pourquoi son auteur, qui ne manque ni de jugement ni d'esprit critique, accepte-t-il sans sourciller toutes les absurdités lancées par les anti colonialistes américains ? Nous ne pouvons laisser passer sans protester avec véhémence son affirmation que la France opprime le Maroc et la Tunisie. Les bienfaits de la civilisation française dans ces deux pays sont éclatants et ne sont ignorés que de ceux qui ont des raisons de ne pas les connaître.

Nous comprenons très bien que l'Amérique cherche à se concilier les Arabes pour défendre le Moyen Orient, mais il est inadmissible que cette politique se fasse au prix de la destruction de l'Empire français.

Il n'est pas moins inadmissible, d'ailleurs, que nos gouvernants ne le fassent pas comprendre une fois pour toutes à ceux qui se déclarent nos alliés pour mieux nous supplanter en Afrique et en Asie.

*
* *

Henry COSTON : *Les Financiers qui mènent le monde.* (Diffusion : Librairie française).

Existe t-il encore en France un éditeur indépendant ? Il est permis d'en douter lorsque nous voyons notre ami Henry Coston publier à

compte d'auteur cette étude où sont si précisément décrits les mécanismes profonds de la société démocratique.

Je ne nierai certes pas que du courage était nécessaire pour oser publier ce livre où l'auteur dévisage assez insolemment quelques puissants personnages et nous révèle à la fois les secrets et l'étendue de leur pouvoir.

Pourtant l'éditeur qui, il y a plus d'un demi-siècle, publiait « La France Juive » et « La Fin d'un monde », ces livres pleins de passion, de colère et, comme disait Bernanos, d'un « désespoir sans faiblesse » avait ce courage. Grasset, notre dernier éditeur français, l'avait aussi lorsqu'il jetait dans le paisible jardin des lettres ce pavé brûlant, l'inoubliable « Grande peur des biens pensants » magnifique tombeau élevé par Georges Bernanos à la mémoire de celui qui fut son maître avant d'être celui d'Henry Coston. L'audace de Robert Denoël publiant les « Bagatelles pour un massacre », de Louis-Ferdinand Celine, est à peine croyable lorsqu'on a vu naguère tant d'éditeur trembler de peur à la seule idée qu'ils auraient pu éditer le scandaleux « Nuremberg », de Maurice Bardèche.

Mais l'asservissement de plus en plus étroit des éditeurs d'aujourd'hui à une puissance financière qui, comme le montre Henry Coston dans son livre, non contente de régner directement ou indirectement sur la presse, exerce sur la librairie, dont elle est parvenue à monopoliser presque totalement la diffusion et la vente, une censure qui pour être discrète et à peu près invisible du public, n'en est pas moins vigilante, explique leur timidité pour ne pas dire leur lâcheté.

A vrai dire le livre d'Henry Coston avait de quoi effrayer un éditeur. S'il s'était agi d'un pamphlet ou d'un livre de pure polémique écrit avec quelque souci littéraire, l'aventure eut été sans danger ; elle n'eut constitué qu'un épisode parmi d'autres, de la comédie littéraire parisienne, sans plus de gravité.

Mais le livre de Coston n'est pas un pamphlet et toute polémique en est absente. C'est une description, Balzac eut dit une physiologie, du monde capitaliste. Que cette description ait parfois, par une très naturelle adéquation de la forme au fond, la sécheresse d'un rapport de conseil d'administration, cela la rend d'autant plus véridique. Henry Coston ne polémique pas, son livre n'est pas un « J'accuse », sa plume ne tremble ni d'indignation, ni de colère comme celles de Drumont ou de Bernanos. Henry Coston expose des faits, il constate des situations et, sans aucun arbitraire, avec le souci constant d'une prudente objectivité, il en déduit pour ainsi dire implicitement, une explication convaincante de la société dans laquelle nous vivons. Ces faits innombrables, ces situations perpétuellement mouvantes, l'auteur s'est interdit d'en faire aucune analyse sans les avoir au préalable vérifiés avec une rigueur et une minutie qui suscitent la plus franche admiration et emportent la conviction du lecteur.

Le monde capitaliste s'entoure volontiers de mystère et l'anonymat est sa règle. Avec une remarquable habileté il est même parvenu à faire croire que ce mystère était impénétrable. Henry Coston nous

prouve le contraire. Je ne dirai pas qu'il met le mystère en pleine lumière, mais qu'il met beaucoup de clarté dans beaucoup de ténèbres savamment entretenues. La torche que sa main promène dans les caves de Ploutos jette de vives clartés qui dissipent les ombres où se dissimulaient certains visages.

Ce sont ces visages que nous voulions connaître et nous voulions également que l'on nous nomme ces visages. Henry Coston répond à notre vœu ; nous connaissons maintenant, grâce à lui, et d'une façon exacte les noms de nos maîtres. Cela, certes, ne nous console pas d'être esclaves, mais enfin nous savons de qui nous sommes les esclaves et contre qui nous devrons nous révolter le jour où nous aurons la force et le courage de briser nos chaînes.

Sociologue, Henry Coston l'est presque malgré lui. Son livre n'est pas d'un doctrinaire qui soutient une thèse à la vérification de laquelle on plie les faits. Henry Coston est modeste et prudent. Il fait œuvre d'historien parfois, de chroniqueur souvent, de généalogiste un peu partout et s'aventure avec un plaisir évident, et partagé par son lecteur, dans la chronique matrimoniale. Cette chronique en marge n'est pas ce qu'il y a de moins passionnant dans ce livre qu'on lit d'un bout à l'autre avec un intérêt croissant ; elle ménage des découvertes surprenantes qui donnent soudain la clef d'événements et d'attitudes dont le sens où les raisons nous avaient échappé et on y fait des rencontres tout à fait inattendues.

Coston est aussi géographe. Patiemment il dessine la carte du monde de la finance internationale ; minutieusement il recense au milieu de frontières sans cesse remises en question les possessions et les richesses des puissant seigneurs que l'argent nous a donné pour maîtres.

Nulle volonté de démontrer mais seulement celle de montrer : Ce livre n'est pas un traité cohérent et bien ordonné, mais une suite de monographies précises bourrées de chiffres et de documents puisés aux sources les plus sûres.

C'est pour cela que le livre d'Henry Coston a fait peur aux éditeurs. Il est avant tout le fruit d'un travail sérieux et comme il ne prétend pas épuiser le sujet et invite au contraire son lecteur à en savoir davantage voilà un livre inquiétant. Soyez certains qu'on n'en parlera pas dans les journaux. D'ailleurs sa parution a été accueillie par ce silence lourd de sens dont parlait Bernanos à propos de « La France Juive ». Nos amis voudront, j'en suis certain, en briser le cercle. Qu'ils lisent « Les financiers qui mènent le monde », qu'ils fassent autour d'eux cette presse parlée qui peut seule leur assurer le très grand succès qu'ils méritent. Ils ne le regretteront pas.

Jacques Mayenne.

Etudes et Tribune libre

Défense Nationale

Réforme de l'enseignement militaire supérieur

En 1946-47, il a fallu donner à l'armée, je ne dis pas un statut du temps de paix puisque aucun grand texte législatif n'a été voté, mais un « modus vivendi ». Vaille que vaille, on l'a réintroduite dans le vieux cadre adapté (croyait-on) par quelques innovations, Malheureusement celles-ci furent presque toutes marquées au coin d'un irréalisme tapageur ou d'un schématisme primaire (camps légers, installation de l'Ecole de Saint-Cyr à Coëtquidan, fusion de ce qui avait été Saint-Cyr et Saint-Maixent, suppression des Directions d'armes, création d'une Ecole d'Etat-Major...). Depuis que les responsables ne sont plus aux commandes, le plus clair du travail des successeurs a consisté à dresser des constats d'impraticabilité, à revenir sur des mesures malencontreuses ou à préparer leur réforme. Il en est une, et non des moindres puisqu'il s'agit de la préparation de notre haut commandement et de nos états-majors, qu'il serait grand temps de faire aboutir : la réorganisation de l'enseignement militaire supérieur. Depuis quatre ans, on cogite et on consulte sans décider.

Solutions du passé.

En 1818, le maréchal Gouvion Saint-Cyr, ministre de la Guerre, se souvenant à quel point on avait manqué de bons officiers d'état-major durant les guerres impériales, créa un Corps d'état-major (couramment : le « Corps ») et, pour le recruter, une Ecole qui s'installa rue de Grenelle, dans l'hôtel actuellement occupé par l'Institut géographique (ex-service géographique de l'armée). Celle-ci recevait chaque

année vingt à vingt-cinq lieutenants sortis parmi les premiers de Saint-Cyr, trois polytechniciens et de très rares officiers d'autres origines choisis par concours. Les études duraient deux ans ; le programme était vaste, varié, mais encombré de matières sans grande utilité pratique ou formatrice et de topographie parce que le « Corps » assurait la rédaction de la carte au 1/80.000e. Au fond, on ne savait qu'enseigner à des officiers sans expérience et beaucoup trop jeunes pour qu'on pût ambitionner d'en faire les collaborateurs intimes du commandement. A notre imitation, les armées européennes se donnèrent des *Ecoles d'Etat-major ;* seule, la Prusse adopta une autre solution ; elle créa, sous Clausewitz, la « *Kriegsakademie* » de Berlin où étaient appelés des officiers confirmés de toutes armes reprenant périodiquement du service dans la troupe et mena ainsi de front la formation de véritables aides du commandement et la sélection d'une élite où le recruter par la suite.

La guerre de 1870 confronta les deux systèmes. L'allemand s'avéra nettement le meilleur et nous l'adoptâmes. Une loi de mars 1875 créa une Ecole militaire supérieure qui prit, en 1877, le nom d'*Ecole supérieure de guerre* (E.S.G.) et s'installa, en 1880, dans les bâtiments de Gabriel à l'Ecole Militaire en même temps qu'était supprimé le vieux « Corps » (1) remplacé par un Service d'Etat-Major composé d'officiers de toutes armes effectuant des temps de commandement dans la troupe. On rejoignait ainsi la pensée d'un soldat de la « Grande Armée » : « Pour devenir un bon général, il faut avoir servi dans un régiment et dans un état-major ; j'aurais peine à dire lequel m'a été le plus utile » (« Souvenirs militaires » de Fézensac).

L'Ecole de Guerre se recruta par concours entre les capitaines et les lieutenants ayant plus de cinq ans de grade ; la durée des études, précédées par six mois de stages dans les différentes armes, fut de deux années suivies par un stage dans un état-major à l'issue duquel était délivré le « Brevet d'Etat-Major » (2) ; le programme, qu'on avait

(1) Lyautey appartint à la dernière promotion de l'Ecole d'Etat-Major et opta alors pour la cavalerie.

(2) De très rares officiers, empêchés par des campagnes coloniales de préparer l'Ecole, obtenaient, par examen, le « Brevet direct ».

voulu pratique, fut limité à l'étude de la Division, du Corps d'Armée et des services de l'Armée. La maison devint bientôt un foyer d'activité intellectuelle intense ; non seulement elle forma les états-majors de 1914-18 et compta, comme professeurs ou élèves, la plupart des grands chefs victorieux, mais elle joua aussi un rôle considérable dans l'élaboration de nos méthodes tactiques ; l'Etat-Major de l'Armée (E.M.A.), à qui ce rôle revenait, n'ayant été créé qu'en 1888 et ayant eu besoin de temps pour s'asseoir.

A mesure que les effectifs à mobiliser s'enflèrent, on ressentit plus vivement la nécessité de former un noyau d'officiers initiés aux problèmes stratégiques posés par l'Armée et les échelons supérieurs. C'est dans ce but qu'en 1909 et 1910, les plus brillants élèves de l'E.S.G. accomplirent une troisième année d'études. C'était un accroc au principe de formation simultanée du commandement et de l'état-major car on ne pouvait prétendre distinguer, parmi des capitaines, les futurs commandants d'Armée possibles. Plus rationnellement, on créa, en 1911, sous l'influence de Foch, le *Centre des Hautes Etudes Militaires* (C.H.E.M.) qui recevait, pour un an, des commandants ou lieutenants-colonels de quarante à quarante-cinq ans désignés sur proposition de leurs chefs. (L'un d'eux fut le futur général Weygand.)

Entre les deux guerres, le système général ne fut pas modifié ; si ce n'est que l'ESG abandonna à l'EMA sa fonction naturelle d'imagination de l'armée et qu'on vieillit le CHEM en n'y admettant plus guère que des colonels de quarante-cinq à cinquante ans. Encore une fois, on donnait une entorse au principe de la formation simultanée de l'état-major et du commandement. Le résultat fut que le CHEM ne fournit plus guère que les chefs des états-majors des Armées et échelons supérieurs et qu'afin de les peupler, on imagina, en 1937, un Cours d'Etat-Major (familièrement qualifié de « petit CHEM ») où l'on admit, sur désignation, des commandants et lieutenants-colonels brevetés.

Ajoutons, pour être complet, qu'en 1917-18 et en 1940-45, alors que l'ESG était fermée, fonctionnèrent des cours d'état-major formant rapidement des capitaines d'active ou de réserve aptes à combler les vides ; solution de guerre

parfaitement admissible mais ne visant nullement à préparer l'avenir.

Le système de 1946.

En 1946, les chefs d'une armée squelettique dont l'épuration décimait les cadres bâtirent, avec inconscience, présomption et schématisme, un très ambitieux système ; on ne jurait alors que par la grandeur.

Puisque l'enseignement militaire supérieur a un double but : 1) assurer aux états-majors le personnel qualifié nécessaire ; 2) préparer un certain nombre d'officiers aux commandements supérieurs ; puisque, de plus en plus, les forces de terre, de mer et de l'air travaillent en collaboration ; puisque l'organisation de la défense nationale met en branle toutes les activités du pays (maintien de l'ordre, production industrielle, transports, ravitaillement général...) on créa cinq organismes articulés en trois degrés là où un proche passé n'avait connu que deux écoles :

— 1er degré — *Ecole d'Etat-Major* préparant, pendant un an, au « Diplôme d'Etat-Major », des officiers de vingt-huit à trente-deux ans admis par concours.

— 2e degré — *Ecole supérieure de Guerre* formant, pendant dix-huit mois, au commandement des grandes unités, des officiers de trente-cinq à quarante-deux ans admis par concours et délivrant le « Brevet d'études militaires supérieures » ;

— *Cours Supérieur Inter-armées* de cinq mois réunissant les mêmes disciples avec leurs symétriques de la marine et de l'aviation pour les initier aux problèmes posés par la collaboration des forces de terre, de mer et de l'air.

— 3e degré — *Centre des Hautes Etudes Militaires* préparant, durant cinq mois, aux grands commandements, des colonels ou généraux désignés, vers la cinquantaine, par le Ministre ;

— *Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale* réunissant pendant huit mois, les mêmes auditeurs avec de grands fonctionnaires pour y approfondir les problèmes

les plus généraux posés par la préparation et la conduite de la guerre.

Ainsi compliqua-t-on tout et retira-t-on de leur service normal, pendant un plus long temps, un plus grand nombre d'officiers à une époque où on manquait de bons cadres et où on savait que les candidatures seraient insuffisantes en quantité et en qualité.

Par dessus le marché, on jetait allègrement par dessus bord le salutaire principe de la simultanéité des formations du commandement et de l'état-major en les séparant à la base. (Mais s'en avisa-t-on ?)

Une telle séparation est contraire à la nature des choses. La tâche de l'état-major est d'aider le commandement ; or on ne peut aider intellectuellement quelqu'un que si l'on pense sur le même plan que lui. Ce qui fait l'éminente dignité du chef ce n'est pas qu'il pense autrement ou plus fortement que ses collaborateurs ; c'est qu'il est le seul à décider. Il faut beaucoup de vanité sénile pour croire que les étoiles appellent les langues de feu du Saint-Esprit. L'âge n'apporte, aux plus favorisés, qu'un peu plus de sens critique, de pondération, de constance dans les résolutions et, si chaque génération était plus sotte que la précédente, cela ne serait pas très flatteur même pour les plus vieux généraux. Pour seconder au mieux le commandement, il faut que les états-majors comptent des officiers possédant une large culture militaire. Pas tous, bien entendu, car il y a, dans le travail quotidien, toute une besogne de chancellerie fort absorbante que de bons officiers de troupe ayant une formation secondaire peuvent parfaitement remplir et à laquelle ils s'initient très rapidement. Il y a toujours eu des officiers de troupe détachés dans les états-majors et les colonels chefs de corps trouvent facilement des adjoints qui font, au petit pied, un travail analogue ; il ne faut pas surestimer les difficultés d'un secrétariat. D'ailleurs, dans tous les organes de direction civils, on trouve aussi une double catégorie de personnels. Entrez dans une ambassade ! Vous y verrez de jeunes diplomates issus du « grand concours » travaillant côte à côte avec des chanceliers. Entrez dans un ministère ! Vous y trouverez des jeunes gens sortant de

l'Ecole d'Administration et susceptibles d'accéder ultérieurement aux plus hauts postes assis près de secrétaires d'administration (les anciens rédacteurs).

Pour avoir méconnu ces choses, on s'est trouvé dans l'impossibilité d'équilibrer les programmes de l'Ecole d'Etat-Major et de l'Ecole de Guerre. Les diplômés ont une formation insuffisante pour être de vrais collaborateurs du chef et, s'ils doivent rester cantonnés dans une besogne de secrétariat, on leur fait faire trop de tactique. Quant aux brevetés, ils le deviennent trop vieux, avec trop de galons pour trouver place, en nombre suffisant, dans les états-majors et s'y plier à un travail modeste, bien différent des grandes théories dont on les a bourrés.

Que faut-il faire ?

Deux choses : — Revenir à l'idée de base de 1875 : Formation d'officiers d'état-major et sélection simultanée d'une élite pour le recrutement ultérieur du commandement ;

— Tailler dans la prolifération des organes d'enseignement.

L'Ecole d'Etat-Major doit être supprimée ou, plus exactement, fondue dans une Ecole de Guerre recrutée par concours entre des capitaines de moins de quarante ans ayant accompli leur temps de commandement de deux ans (une limite d'âge inférieure ne signifie rien ; ce sont les services, non le millésime de naissance qui donnent l'expérience), comportant, après des stages d'armes, deux années d'études consacrées au Groupement tactique, à la Division, au Corps d'Armée, au fonctionnement des services d'une Armée et sanctionnées par la délivrance du « Brevet d'Etat-Major ». La transition avec le système actuel sera extrêmement facile ; il suffira de donner, aux diplômés admis au concours d'entrée à l'ESG, l'équivalence de la première année d'études.

Le CHEM est à rajeunir en y appelant des lieutenants-colonels (grade qui comporte peu d'emplois importants dans la troupe) et de jeunes colonels ; son programme embrassera l'étude de l'Armée, du Groupe d'Armées et du Théâtre d'opérations.

Le but donné au Cours Supérieur Inter-armées est très justifié, mais on ne me fera pas croire qu'un organisme spécial soit nécessaire pour diriger un court semestre commun aux futurs brevetés de terre, de mer et de l'air ; surtout maintenant qu'un ministre coiffe les trois variétés de forces armées.

Quant à l'Institut des Hautes Etudes, dont les Ministères civils se désintéressent généralement, il ne sera vraiment vivant que quand les Présidents du Conseil prendront au sérieux leur rôle constitutionnel de coordinateurs de la défense nationale, s'y feront assister par un secrétaire général offrant plus de compétence et garanties morales qu'un Mons et cesseront de s'en décharger sur un ministre délégué qui ne peut avoir leur autorité (déjà trop mince) sur les autres départements. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, autant vaudra intégrer le programme de l'Institut dans le cadre du CHEM.

Rien de tout cela n'est difficile à réaliser ni même à décider puisque presque tous les membres du Conseil supérieur de la guerre et commandants de région sont opposés au système actuel et partisans de solutions pas très différentes de celle que je préconise.

Jean PERRÉ.

Le Voyage Andalou

par SAINT-PAULIEN.

Je ne connais qu'une façon de voyager, plus agréable que d'aller à pied, en Espagne surtout, c'est d'aller à cheval. On peut, au sud-est de la province de Malaga, louer pour quelques semaines ou quelques jours des animaux doux et de belle prestance. Celui que je découvris dans l'arrière-cour 'dune *fonda* du petit village de Nerja était assez âgé, mais encore superbe, et répondait en pointant les oreilles au joli nom de Palomito.

Son propriétaire, Pépé, dit Trois-Yeux à cause du don qu'il avait de voir ce qui se passait derrière lui, me loua Palomito à raison de dix douros pour les jours de semaine, et de cinq douros pour le jour du dimanche. Somme dérisoire. Il est vrai que j'étais recommandé à Trois-Yeux par un ancien rebelle de mes amis qui avait tenu le maquis, jusqu'en 1949, dans la Sierra Nevada du côté de Durcal.

Ce personnage picaresque, du nom de Gregorio, est aujourd'hui très honorablement connu à Almuñecar, bourgade dont nous reparlerons tout à l'heure. Il a ouvert un bar fort bien fréquenté, où l'on peut déguster des vins charmants en savourant les petits rougets de la Côte du Soleil, et l'omelette à la menthe. Gregorio s'était fait d'ailleurs maquisard, non par conviction politique (il n'en a point de bien tranchée), mais bien à la suite d'une désillusion sentimentale, qui lui avait donné de la mélancolie.

A l'aube d'un lundi d'août, je fis donc seller Palomito et partit vers l'est, non sans avoir salué la patronne de la *fonda del Rosario*, où j'avais installé mon quartier général, doña Rosario en personne, femme digne et très pieuse, providence du voyageur.

Je prétendais pousser jusqu'à Motril et de là, quittant la *Costa del Sol*, gagner par petites étapes à travers la sierra, Grenade que je ne connaissais pas encore. Je laissai Competa au vin fameux à main gauche et prit la route du Levant lon-

geant la mer. La fraîcheur était délicieuse. Palomito empruntait d'étroits sentiers qui tantôt surplomblaient le flot, tantôt s'enfonçaient au milieu d'une végétation exubérante. Le parfum des figuiers se mêlait à ceux de la menthe, du romarin et de l'absinthe sauvage. Çà et là, un bananier étendait ses larges feuilles. D'un côté, les champs de canne à sucre détachaient leur tendre vert sous l'azur du ciel ; de l'autre, l'eau bleue et rose apparaissait et disparaissait au hasard du chemin, en sorte qu'après l'avoir perdue, il semblait qu'une mer nouvelle apparût chaque fois à nos yeux.

DIALOGUE AVEC UN FANTOME

Palomito et moi fûmes accueillis à Almuñecar par un orphéon municipal et diverses pétarades enfantines. C'était la fête au village. L'animal pointa les oreilles. Je le mis au trot pour le distraire. Je me hâtai de sortir des rues remplies de touristes héberlués et quittai la bourgade avec quelque regret, car les filles aux cheveux fleuris y étaient fort jolies; et l'on annonçait pour la fin de l'après-midi une *becerrada*, spectacle que la maladresse des jeunes encornés et l'ignorance encore plus grande des toreros débutants rendent presque toujours pittoresques.

A deux lieues du village, le soleil commençait à cogner assez dur. J'avisai sur un tertre une maisonnette au toit de *caña*, dont les murs peints à la chaux bleutée éclataient comme un caillou au fond d'une eau transparente. J'y poussai mon cheval, lorsqu'un étrange personnage m'arrêta les yeux. C'était un sexagénaire vêtu à la façon des gentilshommes du XVIIe siècle. L'air songeur et le menton appuyé sur sa fraise tuyautée, il contemplait la mer.

Je pensai d'abord me trouver en présence d'un *alguazil* chargé de parader à la corrida de l'après-midi, et ne prêtai guère attention à son accoutrement, d'autant que Palomito donnait des signes de nervosité vraiment singuliers. L'herbe tendre bordant une source d'eau claire le calma.

Je saluai le personnage qui sembla sortir de sa rêverie, et répondit, au bout d'un instant, à mes salutations avec beaucoup de civilité, puis avec un raffinement de courtoisie qui me parut, même chez un Andalou, quelque peu exagéré.

— Votre Seigneurie n'est sans doute pas de la province ? me dit celui que je prenais pour un alguazil. Qu'Elle soit la

bienvenue en ma modeste demeure, laquelle se trouvéra honorée de son auguste présence.

Ceci dit, il ouvrit la porte de la maisonnette, me salua une main sur son juste-au-corps, et je me trouvai dans une pièce assez vaste, aux murs couverts de livres vénérables et de toiles d'un grand air. Près de la fenêtre se trouvait une manière de lutrin chargé d'épaisses feuilles de papier. D'un encrier de porcelaine sortaient trois plumes d'oie passablement échevelées. Le sol de briques rouges était jonché d'une vingtaine de feuillets manuscrits. Sur le lutrin une page vierge attendait qu'on la noircît. Dans l'ombre de la pièce elle avait pris un reflet bizarre et paraissait un miroir. Il me vint à l'esprit que mon hôte était moins alguazil qu'il y paraissait, et qu'il pouvait s'agir d'un écrivain original.

— Votre Seigneurie, répondis-je, est dans le vrai. Je ne suis point Andalou, mais Français. Souffrez que je me présente. Il me semble, ajoutai-je en désignant l'écritoire, que nous accomplissons le même office.

— Seriez-vous vraiment Français, et encore écrivain ? me demanda le vieillard dont les yeux brillaient d'un vif éclat. Et le ciel exaucerait-il enfin mes vœux ?

Je lui répondis qu'il en était ainsi, en effet. Je me nommai, ajoutant que ma joie égalait l'honneur qu'il me ferait s'il avait la bonté de prononcer son nom.

— Il ne dira sans doute rien à Votre Seigneurie, me dit-il avec quelque mélancolie. Je me nomme Luis Velez de Guevara et suis natif d'Ecija, province de Séville...

— Ciel ! m'exclamai-je, seriez-vous parent, ou simplement allié de la famille du fameux Luis Velez de Guevara, une des gloires les plus pures du Siècle d'Or ?

Mon hôte joignit ses mains qu'il avait fort maigres, et son visage exprima une immense satisfaction.

— Se pourrait-il en vérité qu'on connût mon nom en cette France, pays si remarquable par la valeur de ses princes, la beauté de ses dames et le génie de ses poètes ?... Je suis Luis de Guevara en personne.

— Eh quoi ! Seriez-vous l'auteur du « Diable boiteux », de « Régner après sa mort », de « La Bienheureuse Sainte Thérèse de Jésus »...

— Et de plus de trois cent cinquante autres comédies dont le mérite est certes bien mince ! C'est moi-même, Seigneur, pour vous servir. La joie que vous me venez d'offrir élève mon esprit au-dessus de ce corps mortel qui durant tant d'années (*corpus*

corruptibile aggravat animam) appesantit mon âme tourmentée. La France connaît mes œuvres, puisque vous en avez cité trois. Je puis retourner en poussière et prétendre à la Cité de Dieu.

RAVISSEMENT DE GUEVARA

Sachant qu'en Andalousie il ne faut s'étonner de rien et qu'en somme il est beaucoup plus facile de converser avec un fantôme que de satisfaire son percepteur(on dit *mon* percepteur pour bien montrer que le personnage nous possède entièrement), nous montâmes l'emphase d'un cran et reprîmes la parole en ces termes :

— Votre Seigneurie peut être assurée qu'en France Son nom est pour beaucoup admirable. On fait tant de cas de Ses œuvres, que plusieurs parmi nos auteurs les plus goûtés n'ont pas dédaigné d'y puiser leur inspiration. Citons-en deux. D'abord Alain-René Lesage qui, après avoir dévoré votre *Diablo Cojuelo*, qui fut publié, je crois, en 1641, en fit son *Diable Boiteux* en 1707. Le succès fut immense. A vrai dire, Lesage avait déjà publié d'après Lope, Rojas et Caldron (César Ursin) des œuvres non sans mérite ; il s'était trompé de Quichotte et avait traduit celui d'Avellaneda. Toutefois, son interprétation de votre roman lui valut une renommée si flatteuse que quelques-uns n'hésitèrent pas à soutenir que vous aviez un talent considérable. Et c'est ainsi que vous conquîtes d'abord une honorable célébrité.

— Je ne saurais exprimer l'étendue de ma joie, et la profondeur de ma gratitude, murmura le spectre andalou avec confusion. Permettez que j'offre à Votre Seigneurie une coupe de vin espagnol.

Nous bûmes bientôt dans des verres absents un Jérez imaginaire, mais excellent. Cet exercice magique, bien qu'ayant seulement duré quelques secondes du temps solaire, devait permettre à la conversation de prendre un ton plus familier.

— Je dirai, ajoutai-je, que la gloire que vous devez au génie de Lesage n'est rien à côté de celle dont vous a couvert une comédie inspirée de *Reinar despuès de morir* », écrit par vous en 1652, et qui permit à M. de Montherlant de triompher en 1942 sur la scène du Théâtre Français. Triomphe d'autant plus méritoire que les barbares nazis qui occupaient Paris à la suite des victoires des armées de la III[e] République, faisaient alors régner la terreur sur les scènes de tous les théâtres, et en particulier les coulisses de la Maison de Molière. Sous peine d'être

immédiatement déportés, le Roi du Portugal et son premier ministre, MM. Yonnel et Escande si j'ai bonne mémoire, devaient faire continuellement le salut fasciste et crier « Heil Hitler ! », ce qui donnait à l'interprétation un tour totalitaire. Néanmoins, toutes les difficultés purent être surmontées. Par un scrupule qui l'honore grandement, l'auteur, je veux parler de M. de Montherlant, a d'ailleurs publié à la suite de son œuvre, la vôtre, traduite, assez médiocrement, en 1862 par Charles Habeneck.

LE ROI MORT

Je crus que le spectre allait s'évanouir, et non point à la façon des fantômes. Il reprit contenance pour prononcer :

— Quel honneur pour moi ! La gloire m'accable vraiment. On m'avait dit que *Reinar* avait mérité un tel hommage, mais je n'osais y croire. Est-ce que Votre Seigneurie peut me donner sur le génial M. de Montherlant quelques détails, dont je suis avide, vous le comprendrez... Porte-t-il vraiment des bandes molletières ?

— Cela dépend des circonstances, car il est aussi moraliste. Au reste, ce grand écrivain est prêt à confectionner un nouveau chef-d'œuvre inspiré de vote comédie « Les Trois Miracles », où saint Paul est amoureux de Marie-Madeleine. « C'est pitié, écrit-il, que cette pièce ne me soit pas tombée sous la main ; le sujet m'allait comme un gant. »

— Euh ! Quelques-unes de ces expressions me semblent, en l'occurence, comment dirais-je, un peu cavalières. Car enfin...

— *Nada, nada*... De quoi pourrait se plaindre Votre Seigneurie ? Ceux qui s'emparent de vos idées, de vos personnages, des sentiments qui animent ceux-ci, et parfois des paroles qu'ils prononcent, ne construisent-ils pas à Luis Velez de Guevara un tombeau solennel ? Quel hommage insigne ! Comme Inès, ô glorieux Guevara, vous régnez après votre mort, grâce à ceux qui ont, il est vrai, emprunté votre couronne. Qu'importe ?

— Un tombeau ! C'est pourtant vrai. C'est que, là-dessous aussi, on dit qu'il y a de la crise dans le logement. Il faut errer... Ah ! Seigneur, vous avez raison. L'orgueil m'égarait. C'est trop d'honneur qu'on me fait. Pouvais-je rêver, lorsque j'étais page de Rodrigo, cardinal-archevêque de Séville, ou soldat de fortune du comte de Fuentes sous le ciel napolitain, ou bien huissier de chambre de SaMajesté Philippe IV, que de si grands écrivains condescendraient à s'inspirer de mes œuvres ! De grâce, veuillez

dire et proclamer que je serais fort heureux qu'on voulût bien encore puiser dans mes écrits. Quelques-uns, je vous l'assure, peuvent appeler le succès.

— Je n'en doute pas. Toutefois, pourriez-vous me rappeler quelques titres, ce qui éviterait un travail superflu aux chercheurs, géniaux, sans doute, mais pressés ?

— Certes... Hélas, tant d'allégresse donne à ma pauvre mémoire quelque défaillance... Attendez, il y a *Le Miroir du Monde, Le Chevalier du Soleil*, et aussi *La Cour du Diable, La Lune de la Sierra*... et même *Le Bourreau de Malaga.*

— Voilà qui est suffisant, dis-je en prenant mot. Du moins pour cette année. L'an prochain, nous aviserons. Il ne faut rien exagérer.

— Mais je vous en prie ! s'exclama Guevara. Il n'est même pas nécessaire de dire que ces comédies sont de moi... Quelle importance cela peut-il avoir? Aucune. J'oubliais... Je suis en train de terminer une pièce, qui est en quelque sorte le pendant de *Reinar despuès de morir*. Je l'ai intitulée *El Rey Muerto*. Il me manque d'avoir écrit vingt feuillets à peine...

— « Le Roi Mort » ? Le titre n'est pas mauvais. C'est presque « La Reine morte ». Mais vous comprendrez que je ne puisse rien vous promettre avant que vous ayez terminé cette comédie. Après, nous verrons.

— Que ce Ciel vous bénisse. *Y vaya Vd. con Dios !*

Je pris congé de Guevara, grandement satisfait d'avoir donné à ce pauvre homme tant de bonheur, et tant d'espérance. Cinq jours plus tard, après avoir traversé sans encombre une partie de la Sierra Nevada, j'arrivais à Grenade.

(*A suivre*).

Le Gérant : Maurice BARDECHE.

LES PRESSES BRETONNES, Saint-Brieuc

N° d'Impression : 558. Dépôt légal : 4e trimestre 1955.

en
re,

ler
er-

ué-
le,
de

ns
en

ne
le
en
nt
Il

ue
se
e.

né
uq
ie

–

ss.